Vol. 4 No. 24 • Du 29 décembre 2010 au 4 janvier 2011
Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

ELECTIONS : L'OEA PREND LES COMMANDES !

Voir page 4



De gauche à droite: le chef de la Mission d'Observation Électorale Conjointe OEA-CARICOM en Haiti, Colin Granderson, le secrétaire général de l'OEA, Juan Miguel Insulza et le secrétaire général adjoint Albert Ramdin



MIRLANDE MANIGAT, «MAMAN NOËL» 2010

Voir page 3

Allez-y Papa Noël Eric Jean-Baptiste et Maman Noël Mirlande ! Continuez de faire des «zheureux». Bill Clinton vous le rendra au centuple...



Pwason ap mouri nan Lak Azeyi !

Page 6



L'extermination programmée du peuple haïtien

Page 7



La bataille contre le choléra

Page 12



De la Biélorussie à la Côte d'Ivoire, halte aux ingérences de la prétendue "communauté internationale"

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Une accusation ridicule pour la vitrine des impérialistes !

Par Berthony Dupont

Il ne semble pas oiseux de s'interroger sur le comportement de certaines organisations ou mouvements sociaux du pays, au moment surtout où un front uni semble urgent et indispensable au sein des forces progressistes pour combattre non seulement l'occupation des forces de l'ONU mais pour essayer d'établir une certaine démocratie à orientation populaire et révolutionnaire dans le pays.

Est-ce dans cette optique que différentes organisations telles que : Modep, Cath, Krd, Batay ouvriye, Greaal, Invèsite popilè, Konka, Sek gramsci, Antèn ouvriye, Staia, Bourad, Pati kan pèp la, Tèt kole ti peyizan ayisyen, Asid, Bri kouri, Frakka ont publié cette semaine leur position conjointe sur la conjoncture politique.

La note nous a paru un peu positive c'est pourquoi nous avons choisi de la publier (Voir page 6). Cependant, nous ne pouvons pas laisser passer sous silence ce passage tendancieux quand elle souligne que : *« Les élections 2010 étaient l'un des atouts majeurs de la communauté impérialiste pour montrer sa réussite dans le pays. Le pouvoir Inite-Lespwa-Lavalas avait également compté sur ces élections pour assurer une continuité dans l'occupation, dans la dépendance et dans leur politique néolibéral »*. Or la réalité telle que nous l'analysons, n'est pas difficile à cerner, elle ne prête à aucune équivoque. En fait, il nous est difficile de croire que le choix du mot Lavalas est fortuit dans le texte. Il a, en réalité, terni tout l'essentiel de la déclaration, d'autant qu'il paraît refléter toute l'acrimonie acerbe de Batay Ouvriye contre Lavalas depuis 2003. On peut à titre d'information se référer à la Déclaration de celle-là, sur leur site, en date du 20 décembre 2003.

En fait, pourquoi cet amalgame, cette cacophonie ? Est-ce pour créer la confusion au sein des masses populaires ? Ce rapprochement inventé de l'Inite-Lespwa-Lavalas est il sincère et honnête quand les faits indiquent clairement que Lespwa d'une part et l'Inite d'autre part, deux entités qui représentent la même enseigne politique, ont été créés par le régime en place et cautionnés par les forces occupantes pour combattre le secteur Lavalas. Pour la simple et bonne raison que le camp Lavalas est le seul, jusqu'à preuve du contraire, à recevoir l'appui sans conditions de la grande majorité des masses haïtiennes. Et c'est dans cette perspective que les classes dominantes nationales et internationales l'ont catégoriquement exclu en deux occasions de la course électorale, sans compter les deux coups d'état qui ont antérieurement destitué les régimes Lavalas au pouvoir. Même quand certains individus opportunistes ont été achetés par Préval et recrutés au sein de l'Inite, cela ne saurait engager toute l'organisation Lavalas.

Ce panorama succinct ne serait pas complet sans évoquer la sainte alliance contre nature et pro-impérialiste de certaines de ces organisations, citées plus haut, avec la bourgeoisie corrompue et traditionnelle haïtienne pour concocter au sein du mouvement GNBiste lié au groupe184 d'Andy Apaid, de Charles Henri Baker, d'Evans Paul, Delpé et d'autres valets de l'impérialisme pour aboutir à la situation présente. Nous possédons des preuves concrètes que certaines organisations, comme Batay Ouvriye, avaient même reçu des sommes fabuleuses pour leur forfaiture en 2003, à savoir briser la résistance populaire du secteur Lavalas. Des millions de dollars ont été affectés pour abattre le régime d'alors et empêcher la célébration du Bicentenaire de notre indépendance.

Ces organisations n'ont, certes pas, le courage de dénoncer le pouvoir en place sans ne pas l'allier à un bouc émissaire. Car, pour elles, le secteur Inite-Lespwa qui n'a aucune représentativité populaire et qui dirige le pays sous le parapluie de Washington, n'est pas réellement leur problème, mais de préférence, leur mission c'est de continuer à abattre la vraie cible qui est le mouvement des masses que représente le secteur Lavalas.

Cette position dogmatique pour attribuer la responsabilité de la décadence actuelle au secteur Lavalas qui serait de mèche avec Préval et l'impérialisme est dénuée de tout fondement. C'est une pure accusation, gratuite par-dessus le marché. Ce n'est qu'une tentative cousue de fil blanc pour masquer la réalité dégradante qui règne dans le pays et l'échec de la Communauté Internationale. Là se trouve le fond du problème. D'ailleurs, c'est bien Ricardo Seitenfus, représentant de l'OEA en Haïti qui vient de déclarer : *« Haïti est la preuve de l'échec de l'aide internationale»*.

Est-ce une position juste quand ces organisations s'identifient au secteur progressiste et par-dessus le marché à la gauche révolutionnaire ? A notre avis, même quand elles auraient des divergences avec le secteur Lavalas, elles devraient prendre soin d'éviter que les masses ne les considèrent comme la droite dans la gauche.

Aujourd'hui notre devoir au sein du secteur progressiste est de travailler sur la question à savoir comment canaliser la force créatrice et révolutionnaire des masses populaires afin qu'elles puissent venir renforcer les organisations de gauche, vu que le pays est soumis à un tel point au néo-colonialisme que celui-ci ne se distingue plus du colonialisme pur et simple. En ce sens, toutes les forces progressistes nationales doivent s'unir avec pour but premier de libérer le pays.

Mirlande Manigat, «Maman Noël» 2010

Dans l'édition du 27 décembre du journal Le Nouvelliste, Robenson Geffrard rapporte dans son article « Mirlande Manigat dans l'humanitaire!» que «*des milliers de gens dans la commune de Carrefour ont, pendant la fête de Noël, fait la connaissance d'une Mirlande Manigat qui s'implique aussi bien dans l'humanitaire que la politique*». La candidate à l'élection présidentielle «*a fait beaucoup d'heureux à travers* [une] *distribution de jouets pour les enfants, kits alimentaires pour les femmes et de l'argent cash pour les hommes*». Nous apprenons que c'était «*à l'initiative de l'homme d'affaires Eric Jean Baptiste*».

Le journaliste a bien pris soin de dire que «*Mirlande Manigat ne veut surtout pas que ses adversaires voient dans cette distribution un acte politique ni de charité lié à son statut de candidat à la présidence. Mais de préférence, un acte d'amour, de partage et de solidarité*», d'autant que la candiadate lui a confié que «*chaque 24 décembre je suis à cet endroit avec Eric Jean Baptiste pour partager et solidariser avec la population*». Soit. Mais de façon bizarre, c'est la première fois que cette distribution humanitaire est ainsi étalée devant le grand public. Par hasard ?

Eric Jean-Baptiste, propriétaire de Père Éternel Loto, sans doute un RDNPiste-GNBiste est venu korer Madame en déclarant de façon faussement ingénue *: « Ce programme de distribution est un rendez-vous annuel et à chaque fois, Madame Manigat est toujours avec nous. Donc, il ne faut pas lier ce geste humanitaire à une action politique,* a-t-il souligné. *Madame Manigat avant d'être une femme politique est une mère et une grand-mère. Ce n'est rien d'autre que le partage, l'amour et la solidarité.* » Pourquoi dire qu'*il ne faut pas lier ce geste humanitaire à une action politique* ? On ne le lui pas demandé, pardi. Est-ce par sentiment de culpabilité ?



Des milliers de gens dans la commune de Carrefour ont, pendant la fête de Noël, fait la connaissance d'une Mirlande Manigat qui s'implique aussi bien dans l'humanitaire que la politique» ***(Photo Le Nouvelliste)***



Selon les déclarations d'Eric Jean-Baptiste, propriétaire de Père Éternel Loto, sans doute un RDNPiste-GNBiste : *« Ce programme de distribution est un rendez-vous annuel et à chaque fois, Madame Manigat est toujours avec nous.* ***(Photo Le Nouvelliste)***

Maman Noël 2010 et Monsieur Loto ont sans doute fait des heureux, mais aussi de l'avis du journaliste «*cette distribution a aussi fait des frustrés : "Je suis dans la ligne depuis 5 heures du matin. Les policiers nous bousculent. Le pire, je ne suis pas sûr de pouvoir trouver quelque chose", se plaignent bon nombre de ceux qui faisaient la queue*». Même, il y a eu «*beaucoup de contrariés, puisqu'une partie de la route de Carrefour a été bloquée pendant une bonne partie de la journée*», rapporte le journaliste. Madame Préval a aussi «fait des heureux», et avant elle Michelle Benett. On voit déjà Madame lançant des billets par la portière de sa voiture présidentielle, à la Vincent, Magloire, Duvalier.

Madame et Monsieur ne sont pas razeurs. 1852 enveloppes contenant 500 gourdes, ça fait bien 926.000 Gdes ! Sans oublier des kits alimentaires pour 2500 femmes. «*Des produits de consommation pour environ quatre jours ou plus* », a expliqué M. Jean Baptiste». *Kot kòb sa a sòti*? On aurait tellement aimé savoir que Madame et Monsieur s'étaient arrangés pour établir une cantine populaire pour enfants juste après le 12 janvier, dans un grand élan, «*un acte d'amour, de partage et de solidarité*». N'est-ce pas ce que le père Jean-Juste avait organisé pour des centains d'enfants à Ti Plas Cazeau ? Les bourgeois n'auraient pas agressé Monsieur et Madame pour autant, hein ?

Allez-y Papa Noël Eric et Maman Noël Mirlande ! Continuez de faire des «zheureux». Bill Clinton vous le rendra au centuple

F. la Tulipe

Haïti Choléra:

Lynchages des vodouisants!

Par Yves Pierre-Louis

L'incursion de la bactérie responsable de l'épidémie de choléra en Haïti par les casques bleus de l'Organisation des Nations Unis (ONU) au cours du mois Octobre 2010 a eu une répercussion négative au sein de la culture haïtienne. Le manque d'information sur l'origine de la maladie du choléra dans les milieux ruraux reculés du pays occasionne des actes de barbarie sur les Haïtiens pratiquant la religion vodou. Une quarantaine de personnes initiées a été victime d'actes d'agression leur causant la mort sous le fallacieux prétexte qu'ils étaient responsables de la propagation de choléra dans le pays. Alors que toutes les hypothèses tendent à confirmer l'origine de la maladie comme provenant vraisemblablement du contingent Népalais de l'ONU. Cette thèse a été formulée également par un épidémiologiste français imputant ainsi la responsabilité à la Minustah.

La persécution délibérée des vodouisants haïtiens sous l'indifférence des autorités du pays a soulevé la colère des dirigeants du Conseil National des Vodouisants Haïtiens et du prêtre vodou l'Ati national, Max Beauvoir : *« La plupart des lynchages sont survenus dans les villes côtières du Sud-ouest du pays, Jérémie, où les gens ont été lynchés, brûlés et attaqués avec des machettes. »*. Selon lui, des cas de lynchages ont été signalés au Nord d'Haïti, Cap-Haïtien, et dans le Plateau Central. Il lance un vibrant appel aux autorités du pays pour qu'elles puissent assumer convenablement leurs responsabilités de protéger la vie de tous les Haïtiens.

Lors d'une conférence de presse donnée le mardi 21 Décembre dernier, Euvorie Auguste et Dieudonné Jean-Jacques ont appelé à la mobilisation de tous les vodouisants pour contrecarrer les colporteurs de ces informations perverses. : *« Les vodouisants vont passer à l'offensive contre les auteurs du lynchage d'environ une quarantaine des leurs à Jérémie et dans certaines communes du Plateau Central sous l'accusation d'avoir répandu la maladie dans ces régions. La plupart des personnes tuées dans ces conditions sont des adeptes du Vodou, la religion populaire. Ce serait une nouvelle forme prise par la campagne anti-vodou menée par les protestants. »* a fait savoir Euvorie Auguste.

De plus, les dirigeants du KNVA (*Konsèy Nasyonal Vodouyizan Ayisyen*) dénoncent également la complicité des autorités judiciaires, de la Police nationale d'Haïti dans ces actes criminels. Selon les conférenciers, des démarches entreprises auprès de la Direction générale de la PNH pour des interventions urgentes sont restées vaines. Le droit à la liberté de conscience consacrée par la Constitution haïtienne de 1987 et la convention signée par Haïti relative à ce sujet sont systématiquement bafoués.

La commission épiscopale nationale de l'église catholique romaine, Justice et Paix (JILAP), de son côté dénonce aussi les récents actes de violence perpétrés contre les vodouisants haïtiens. Dans une note datée du jeudi 23 Décembre 2010, le directeur de JILAP, père Jean Hanssens a exprimé son indignation : *« La maladie ne doit pas nous diviser. Devant la maladie du choléra, c'est la solidarité et l'union qui doivent prévaloir. Ce n'est pas dans la division et les règlements de compte que nous allons combattre cette crise. La commission Justice et Paix demande à tout le monde de se ressaisir. »* La commission épiscopale demande aux autorités haïtiennes de prendre toutes les dispositions qui s'imposent pour mettre un frein à toutes les persécutions contre les adeptes du vodou.

Selon la ministre de la Culture et de la Communication, Marie Laurence Jocelyn Lassègue, 45 personnes dont 40 dans la Grand'Anse ont été tuées à coups de machette et certaines fois brûlées vives par des individus les accusant de propager le choléra au moyen de la sorcellerie. A Thomassique, une commune du département du Centre, 6 personnes ont été tuées à l'arme blanche sous les accusations farfelues d'être en possession d'une poudre magique de choléra. C'est un pur mensonge, le microbe responsable du choléra ne peut en aucune façon transmettre la maladie sur une base de sorcellerie. Le choléra a été importé et on veut faire comprendre que la responsabilité en incombe aux gens qui pratiquent le vodou.

Marie Laurence Lassègue d'ajouter : *« Les personnes pratiquant le vodou n'ont rien à voir avec l'épidémie de choléra. Pour combattre cette rumeur, il était nécessaire de renforcer la sensibilisation sur la maladie. »*

Elections :

L'OEA prend les commandes !

Par Hervé Jean Michel

Quand le président René a parlé, le 23 Décembre 2010 dernier, personne ne s'attendait à ce qu'il dise quelque chose de valable, sauf ses partisans et ceux qui soutiennent sa politique de gaspillage et de destruction nationale.

« C'est la fin d'année la plus difficile qu'Haïti ait vécu. Mon cœur ne me permet pas de dire joyeux Noël à cause de la douleur des sinistrés dans les camps, des malades de Choléra ». Voilà les larmoiements « *du plus grand gestionnaire d'Haïti* **»**, selon le président dominicain, Leonel Fernandez, il y a à peine une année, lors d'un voyage en France a proclamé Préval *« Le plus grand gestionnaire parmi les chefs d'Etat qui ont gouverné Haïti »*. A défaut de pouvoir user de ses mensonges pour insulter le peuple haïtien, Préval essaie de l'endormir avec ses chants de sirène. *«Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour faire face à trois crises majeurs auxquelles le pays est confronté à savoir la reconstruction, après le tremblement de terre du 12 Janvier, le Choléra et les élections »*.

Depuis près d'une année que ce peuple croupit sous des objets à allure de tentes ou des haillons de tentes, sur les places publiques, au Champs de Mars, dans les espaces vacants, partout où il est possible de se réfugier, le président haïtien n'avait cure ni de sa mort, ni de sa survie. Brusquement, il est devenu ce bon samaritain, ce généreux chef d'Etat haïtien, portant son cœur en écharpe à cause de la souffrance de son peuple. C'est bizarre que le président haïtien, arrivé au terme de son mandat, dit vouloir s'efforcer à résoudre des crises majeures qui écrasent le peuple haïtien, alors qu'il n'a jamais tenté de le faire pendant la belle période d'application de son néolibéralisme.

Préval veut se faire passer pour être le champion dans l'art de la magouille, dans l'art de ridiculiser le monde. Abordant l'épineuse question du 28 Novembre 2010, où le grand scandale a éclaté et aussi les prétendus résultats qui ont embrasé le pays, Préval s'est réfugié dans le dilatoire. *« La loi fixe les règles et les règles ne demandent pas à un candidat ce qu'il pense du recomptage, du contentieux. La loi stipule aussi que le candidat ait accès au centre de tabulation. Une fois les règles du jeu établies par une loi votée par le Parlement, on ne peut pas les modifier, on avance. »*

Dans cette pagaille électorale, le président haïtien, à l'instar des puissances dominatrices, est impliqué jusqu'au cou. C'est lui qui a ordonné au CEP, bien sûr avec les occupants, de rejeter l'Organisation politique Fanmi Lavalas, de gaspiller d'énormes sommes d'argent dans cette vaste entreprise mafieuse qui a foutu le feu au pays. Finalement, pour temporiser et ramener le calme, le président a proposé qu'une commission d'experts de l'OEA vienne en Haïti pour recompter et réévaluer le vote. Cette même OEA qui était dans le coup, dès le début du processus, en passant par l'exclusion de l'Organisation politique majoritaire, Fanmi Lavalas, jusqu'aux prétendus résultats du 7 Décembre dernier, comment peut-elle être créditée d'objectivité, d'impartialité au point d'être devenue un arbitre sincère ?

Comment peut-on être juge et partie, en prétendant ainsi que la justice doit être équitablement distribuée **?** Dans le cas de l'OEA, c'est un nouveau dilatoire qui va être expérimenté. Déjà la « mission » s'est heurtée à un prétendu terme de référence, selon les déclarations mêmes de l'Organisation. *« Le libellé de la mission n'a pas encore été déterminé pour l'instant. Tant qu'on ne s'est pas mis d'accord sur les termes de cette mission, nous n'enverrons pas nos experts »*, a déclaré, M. Albert Ramdin, secrétaire général-adjoint de l'Organisation hémisphérique. Pourtant, au lendemain de cette déclaration, le même secrétaire général-adjoint de l'OEA a averti qu'une entente a été trouvée, qui procure aux experts un accès illimité à l'information, aux bâtiments et qui pourront examiner les procès-verbaux des résultats et les procédures suivies pour déterminer l'issue du scrutin.

Voilà donc Préval et son CEP d'exclusion mis hors jeu !

L'OEA est actuellement le seul maître à bord, après avoir exercé maintes pressions sur le couple Préval-CEP. Pressentant et sentant souffler le vent de la raison d'Etat, l'équipe de Martelly et Sweet Micky, lui-même, changent nettement de stratégie. De l'arrogance, le candidat Micky commence a se faire enfant de cœur, *« Je n'ai aucun problème personnel avec Jude Célestin et René Préval »*, a-t-il déclaré dans une interview au journal Le Nouvelliste (No 3419, lundi 27 et mardi 28 Décembre 2010). Tandis que tout de suite après la proclamation du 7 Décembre, le candidat Micky écumait de rage contre ce même Préval et ce même Jude Célestin, ne cachant pas qu'il les emprisonnerait, une fois arrivé au Palais national.

Regardons ce petit Micky, maintenant, atteint de présidentite, courbant l'échine et demandant la bénédiction des dieux du pouvoir !

Quant à Mirlande Manigat, elle est brusquement atteinte de la maladie du nationalisme, de quoi pouffer de rire. On aura tout vu et tout entendu dans ce pays, en observant l'héritière de Lesly F. Manigat, jouant aujourd'hui le jeu du nationalisme, distribuant des cadeaux à des pauvres, alors que son « louverturien de mari » avait quémandé au Département d'Etat l'obtention des deux années finissantes du mandat d'Aristide, au fort de la concoction du coup d'Etat/kidnapping du 29 février 2004. *« C'est une crise haïtienne, ce sont les Haïtiens qui devraient trouver la solution »*, a-t-elle hypocritement déclaré. Très peu sûre de cette tentation nationaliste, Mirlande Manigat a clairement utilisé le verbe au conditionnel. : *« Ce sont les Haïtiens qui devraient trouver la solution »*.



Albert Ramdin et José Miguel Insulza



Le président Préval au cours d'une conférence de presse avec quelques journalistes triés sur le volet le 23 décembre 2010 (Le Nouvelliste)

La candidate du RDNP, il faut le dire, bénéficie aujourd'hui énormément, du coup d'Etat-kidnapping, qui a mis Fanmi Lavalas hors du jeu, et des Lavalassiens persécutés, dispersés, découragés par Préval et sa politique de diviser pour régner, se sont faits prendre au piège de cette politicienne traditionnelle, rompue à la magouille électorale. Malgré sa prétendue fuite vers un nationalisme de mauvais aloi, elle nourrit profondément l'espoir que l'OEA vienne remettre les pendules à l'heure pour un « deuxième tour » en sa faveur. *« L'OEA semble être le grand ordonnateur des solutions de crise. Combien de temps prendra-t-elle pour travailler ? Quels sont les termes de référence de cette mission ? Qu'est-ce qu'elle va recompter ? »*

Malheureusement, l'exclusion de Fanmi Lavalas et la sale politique néolibérale de Préval ont poussé le peuple dans les bras de ses ennemis de classe.

Au cours de cette conférence du 23 Décembre, alors que le peuple s'attendait à une autocritique en règle de ce président qui a échoué : la reconnaissance de son échec pour avoir exclu la majorité nationale pendant les cinq (5) années de sa mauvaise gouvernance, l'annulation de la farce du 28 Novembre, la reconnaissance de la nécessité de la formation d'un nouveau CEP pour des élections générales d'inclusion enfin, l'acceptation de partir, le 7 Février 2011, en passant le pouvoir à un gouvernement provisoire, selon l'article 149 de la constitution. Au lieu de cette satisfaction générale, au lieu d'accepter la « tabula rasa » Préval a préféré continuer sa même politique dans le sens des intérêts des impérialistes, des bourgeois et de leurs laquais.

« Il n'y a aucune solution possible en dehors de la loi et la constitution. Et s'il y a une solution que l'on trouverait sans moi, elle est vouée à l'échec. Faites-moi confiance, les chemins de travers ne mènent nulle part sinon que dans des fossés ».

Voilà les déclarations d'un président élu à ses concitoyens, un président qui n'a su se dresser comme un homme devant les diktats de l'OEA !

Ici il prend très au sérieux les paroles de ceux qui le menacent de l'emprisonner, à l'instar d'un Sweet Micky, qui brusquement s'est assagi. *« Ce n'est pas normal qu'un président finisse soit en exil, soit en prison. Il y a un président qui a passé la nuit en prison après avoir participé à la cérémonie de passation de pouvoir. Evidemment, il y a des gens qui ont dit qu'ils feront tout pour m'emprisonner »*. Voilà en gros l'objet de cette conférence de presse. Préval à peur de l'exil et de la prison, alors qu'il n'a rien fait pour épargner au président Aristide cet arbitraire et injuste bannissement, de l'injuste condamnation de l'impérialisme de la bourgeoisie et de leurs laquais.

Entre-temps, à Ritz Kinam II, quatre sénateurs, parmi lesquels : Edmonde Supplice Beauzile, Maxime Roumer, William Jeanty, ont convoqué un forum pour discuter de la crise et dégager une solution. Des représentants d'une partie de la classe politique et aussi de plusieurs organisations de la Société Civile y ont participé. La résolution fut : l'annulation des élections du 28 Novembre, des sanctions contre leur organisateur, le refus de l'intervention de prétendus experts étrangers pour corriger l'incorrigible, la formation d'un consensus pour remplacer le gouvernement démissionnaire de Préval/Bellerive.

Dans ce fouillis politique où chaque secteur tire le drap de son côté, sans tenir compte des problèmes fondamentaux de la société, la misère généralisée et l'expansion du Choléra continuent à décimer la population marginalisée d'Haïti. D'autant que dans le Lac Azueï, le constat est fait, des poissons meurent en grande quantité. La population riveraine accuse la Minustah d'avoir injecté un liquide dans le lac pour l'empoisonner. Cette nouvelle en se répandant comme une traînée de poudre, mobilise la conscience des citoyens qui disent vouloir descendre dans les rues pour chasser la Minustah.

C'est dire qu'en cette fin d'année 2010, les problèmes se sont multipliés, laissant présager que l'année 2011 sera pire encore pour ce pays du désespoir absolu. Tous ces problèmes devraient pousser les Haïtiens, surtout le majorité, à réfléchir sur le que faire pour dégager une solution satisfaisante : la désoccupation du pays et la constitution d'un gouvernement nationaliste, patriotique pour sortir Haïti de la crise et la lancer sur la voie de son développement autocentré.

Par ailleurs, Haiti Libre a souligné que le Secrétaire Général adjoint de l'Organisation des États américains (OEA), Albert Ramdin, a annoncé hier soir que le gouvernement haïtien et le Conseil Électoral Provisoire (CEP) avaient acceptés les conditions posées par l'OEA pour la bonne exécution de sa mission de vérification. Il a fait savoir qu'en vertu de cette entente *« les experts techniques auront un accès illimité à l'information et aux bâtiments, et pourront examiner les procès-verbaux des résultats et les procédures suivies pour déterminer l'issue du scrutin. »*

Lavi dwòl, mezanmi

Par Fanfan Latulipe

Lavi dwòl, c'était l'une des formules préférées de ma grand-mère maternelle. Et quand elle le disait ça tombait toujours à pic. Enfant, puis adolescent, je n'étais jamais arrivé à saisir comment ni pourquoi la vie pouvait être *dwòl*. Jusqu'au jour où j'ai su que notre grand Jacques Stéphen Alexis, capturé lors d'un débarquement dans le nord-ouest du pays, avait été sauvagement torturé par la tontonmacouterie duvaliériste pour avoir finalement les deux yeux crevés par ces bouchers au service de l'abattoir macouto-duvaliériste. Intérieurement, je m'étais dit: *lavi dwòl, wi*, voilà un écrivain destiné à un avenir assurément formidable, un homme politique qui aurait pu devenir un grand leader national. Et puis, bêtement, il se faisait passer à l'infinitif, après d'horribles tortures et souffrances, par des tueurs en uniforme à la solde du premier assassin de la nation.

Depuis, que de fois n'ai-je pas eu l'opportunité de comprendre et d'approfondir les *lavi dwòleries* de Grand-mère. Voilà un peu plus de cinquante ans que la propagande états-unienne éventuellement relayée par la grande presse internationale ne cesse de rabâcher que Fidel Castro est un dictateur. Même, il a eu la dictatoriale idée de passer les rênes du pouvoir à son frère pour en faire le roi d'un régime despotique qui n'en finit pas de narguer près d'une douzaine de présidents états-uniens. On en veut aux frères Castro, et par ricochet aux ténébreux communistes, de ne pas tenir des élections démocratiques et honnêtes. Soit.

Men lavi dwòl, François Duvalier non seulement n'a pas tenu d'élections, il a même eu le culot de se nommer président à vie à la barbe même de la démocratie par excellence, la démoncratie cinquante-étoilée qui n'a trouvé rien à en redire. Au contraire, Duvalier s'est vu renforcé par Nelson Rockefeller en juillet 1969 «*pour réaliser la vision définitive d'Haïti en tant que lieu d'une main-d'œuvre à bon marché pour l'industrie d'assemblage américaine*». Duvalier n'était assurément pas un dictateur, lui qui s'affichait avec ce maffieux de Rockfeller au balcon du Palais national, les deux applaudissant à tout casser un défilé de bleus Tontons macoutes, aux mains rouges du sang d'innocents et jamais à court d'idées macabres et des plus noirs desseins dans leurs cervelles de tueurs pour bouffer des communistes. Non, Fidel est un dictateur, assurément pas Duvalier. Oui, *Granmè, lavi dwòl vre*.

Parlant de dictature, disons bonjour à Hosni Mubarak, ce vieux de la vieille. Suite à l'assassinat d'Anouar el-Sadate, il est annoncé vainqueur aux élections d'octobre 1981. Depuis il est réélu régulièrement en 1987, 1993 et 1999. Il remporte la première élection «pluraliste» en septembre 2005. Ses scores de réélection sont souvent supérieurs à 80%, une affaire effraïque. C'est un régime de parti unique, mais comme ce parti n'est pas communiste, et comme Moubarak est un très modéré en ce qui concerne Israël, il faut lui pardonner ses peccadilles électorales. Le *teledyòl*, ou mieux le téléphone arabe, raconte que son fils Gamal lui succédera aux élections de 2011. *Lavi dwòl*, Mouba *pa diktatè*, *se* Castro *ki diktatè*.

Le «Digicel arabe» me tient au courant depuis belle lurette de ce qui se passe au royaume des héritiers d'Allah. Ainsi j'ai appris que Mouammar Kadhafi taille son banda au pouvoir depuis 1970. Faites les math, ça fait 30 ans qu'il tient la dragée haute non seulement à ses compatriotes mais aussi à l'Internationale. Par ailleurs, Kadha a été accusé de soutenir de nombreuses organisations armées accusées d'actes de terrorisme. Il a alors été mis au ban de la « communauté internationale », en particulier à l'Ouest. On l'a accusé de plus d'être directement impliqué dans l'attentat dirigé contre une discothèque berlinoise fréquentée par des militaires américains en 1986, et dans celui contre un avion de ligne civil américain qui explose en plein vol en 1988 (270 morts), au-dessus de Lockerbie en Écosse, ou encore dans un attentat contre un avion français, le vol 772 UTA reliant Brazzaville à Paris en 1989 (170 morts).

Franchement, Kadha en faisait trop, mais contrairement à Castro il nage dans du pétrole et brasse énormément de fric. C'est donc un homme intéressant. Il peut en un clin d'oeil payer une indemnité de 2,16 milliards de dollars aux familles des 270 victimes de Lockerbie, ce qui a eu pour conséquence la levée définitive des sanctions de l'ONU, toutou des Etats-Unis. Alors, l'Occident ne fait pas trop de vagues à propos des excentricités meurtrières présumées du Guide de la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, d'autant que l'aéronautique civile française, en 2007, livrait à la Libye une commande de 21 Airbus, l'aéronautique militaire livrait une commande d'avions de combat Rafale et 35 hélicoptères fabriqués par l'européen Eurocopter, ce dernier, fournisseur de petits et moyens hélicoptères à une partie de l'armée américaine. Les Romains avaient bien raison: « *Pecunia non olet* », l'argent n'a pas d'odeur.



Eyadema et le «patron» Jacques Chirac: deux corrompus



Condoleezza Rice sous le charme (pétrolier) de Teodoro Nguema



Sarkozy aux anges avec Kadhafi. Des contrats juteux en perspective



De Nguema à Kadhafi se enterè petwòl k ap pale. Condoleezza et le «Guide» Mouammar

Lavi dwòl, car pour avoir défendu le territoire cubain des nombreuses incursions d'avions du groupe terroriste, cubano-américain, «Hermanos al rescate», particulièrement le 24 février 1996, après que des Mig cubains eurent abattu deux Cessna à usage militaire au-dessus des eaux territoriales de l'île, Castro s'est vu coincé davantage avec la Loi Helms-Burton (mars 1996) interdisant à n'importe quelle personne ou entreprise dans le monde de «trafiquer» avec des biens américains nationalisés par Fidel Castro dans les années 1959-1961. Voilà ce qu'on appelle la démocratie.

Qui se souvient de Gnassingbé Eyadéma décédé le 5 février 2005, mettant ainsi fin à 38 ans de présidence consécutifs et de terreur ? L'armée prend alors le pouvoir, en enfreignant la Constitution et le confie à un des fils de Gnassingbé Eyadema, Faure Gnassingbé. Le 24 avril 2005, une élection présidentielle est organisée. Elle se déroule dans des conditions très controversées, l'opposition, dénonçant des fraudes, notamment des vols d'urnes par des militaires. Emmanuel Bob Akitani, chef de l'opposition, se déclare vainqueur avec 70% des voix alors que le gouvernement déclare Faure Gnassingbé élu.

Des manifestations éclatent dans les principales villes, violemment réprimées par l'armée. Le 3 mai 2005, Faure Gnassingbé prête serment et déclare qu'il se concentrera - ô ironie ! - sur « *la promotion du développement, le bien commun, la paix et l'unité nationale* ». En février 2010 Faure se fait «réélire» avec 61% des voix. L'Europe et les Etats-Unis s'en accommodent malgré un rapport accablant de Amnesty International. Mais il ne faut pas oublier que Togo s'est doté d'une zone franche dès la fin des années 80, zone où sont implantés des sociétés pharmaceutiques, des fabricants d'huiles végétales, des assembleurs informatiques, des distributeurs de produits cosmétiques, des prothésistes dentaires ou des entreprises de transport routier, européens pour la plupart, et tous y font leur beurre et leur mantègue. Pourquoi déranger les affaires ?

Pourtant l'Union Européenne n'a pas arrêté de critiquer les «violations des droits humains» à Cuba, réaffirmant sa position commune adoptée en décembre 1996, exigeant de La Havane une « transition pacifique vers le pluralisme démocratique» et «des politiques économiques » plus efficientes. Or Cuba n'a pas de zone franche, pas de *maquiladoras* où l'on exploite de jeunes femmes à moins d'un dollar par jour, pas de manifestations qui font un millier de morts et les frères Castro n'ont pas d'accointances avec Sarkozy ou ses prédécesseurs, tel Chirac ou Giscard d'Estaing, *kidonk* c'est un violeur des droits humains. *Si lavi pa dwòl, ki sa k dwòl* ?

Quid de Teodoro Obiang Nguema ? Je parie que certains lecteurs ne doivent pas même pas savoir de qui (ou de quoi ?) il revient. Arrivé au pouvoir le 3 août 1979 suite à un coup d'État, Nguema est régulièrement reconduit par lui-même à la tête du pouvoir pendant trente et une années. Selon Manuel Ruben N'dongo, un opposant équato-guinéen en exil à Paris, l'énergumène est manipulé par «*sa femme dont la volonté manifeste est de propulser à tout prix son fils au sommet de l'État Armengol et le général Mba Nguema, les frères du président, considèrent Teodorin* [fiston Nguema] *comme incapable, voire dangereux* ».

Selon *Los Angeles Times*, de grandes compagnies pétrolières américaines payaient des revenus directement sur un compte détenu, sous le contrôle du Président, à la Riggs Bank, basée au centre-ville de Washington DC (rapporté par Le Monde diplomatique du 26 novembre 2009). Le détournement massif des revenus publics tirés de l'exploitation du bois précieux puis, à partir des années 2000, ceux ramenés par l'extraction du pétrole off shore, par le cercle familial des Obiang, ainsi que les frasques « bling bling » de fiston Obiang, «kleptocrate pétrolier», dans les boutiques de Beverly Hills sont bien connus. Pourtant, c'est surtout Chavez que Washington accuse de corruption. *Lavi dwòl, wi, mezanmi*.

De nos jours, politiciens retors, candidats frustrés ou évincés, animateurs à la radio, intervenants de la société si vile, tout à coup, ne parlent que de la Constitution à respecter, de *tèt ansanm, chita ansanm pou n reflechi*, de l'avenir du pays «à sauver», de pardon. Même, un animateur d'un programme de radio, dans un bizarre élan d'extrême amour pardonnait Duvalier qui avait fait tuer son père à Fort Dimanche. *Lavi dwòl*, parce que en 2003-2004, les GNBistes, d'une seule voix, refusaient de telles démarches conciliatrices. Ils n'avaient même pas voulu d'une trêve, fût-ce même d'un jour, le 1er janvier 2004, pour, sinon célébrer le deux-centième anniversaire de notre indépendance du moins donner l'impression que toute la nation rendait hommage au courage des Pères de la patrie.

Aujourd'hui, comme hier peut-être, certaines vérités dérangent terriblement et l'honnêteté morale est devenu une malédiction. Dans une interview accordée le 20 décembre 2010 au journal Le Temps, Ricardo Seitenfus, représentant de l'OEA en Haïti, a dit rondement et carrément sa façon de penser de «l'aide internationale», de l'ONU, de la politique étrangère américaine («*Haïti paie essentiellement sa proximité avec les Etats-Unis*») et, par ricochet, de la perversité de la dite communauté internationale : «*Le péché originel d'Haïti, sur la scène mondiale, c'est sa libération. Les Haïtiens commettent l'inacceptable en 1804: un crime de lèse-majesté pour un monde inquiet. L'Occident est alors un monde colonialiste, esclavagiste et raciste qui base sa richesse sur l'exploitation des terres conquises. Donc, le modèle révolutionnaire haïtien fait peur aux grandes puissances On veut faire d'Haïti un pays capitaliste, une plate-forme d'exportation pour le marché américain, c'est absurde Pour moi qui suis Américain, c'est une honte, une offense à notre conscience.*». Et pour mettre l'abcès sous le clou, Seitenfus a eu le malheur de faire allusion aux «*médecins haïtiens que Cuba forme. Plus de 500 ont été instruits à La Havane*». La vérité dite simplement, crument.

La réaction des *gwo zotobre* hiérarchiques de Seitenfus ne s'est pas fait attendre. Le Diplômé de l'Institut des hautes études internationales de Genève a été promptement viré de ses fonctions, deux mois seulement avant la fin d'un mandat de deux ans. C'est dire comment l'establishment à l'ONU, à l'OEA, à Washington a été percé jusqu'aux os. On peut même dire que dénoncée, la bête a hurlé et vomi sa haine de classe. *Lavi dwòl, kounye a*, tu fermes ta *dyòl* et ne dis rien. *Je wè, bouch pe*.

Nwèl Kolera



En de twa olala
En de twa kobaba
Se pa de twa kabouya
Eskonbrit nan fas kay la
Deblozay kay Lala
Ki pran nan pèlen mera

En de twa an n konte
En de twa ann rakonte
Ribanbèl katchouboumbe
Bato loksidan navige
Bato loksidan te pote
Legliz lakwa mizèrere
Kadav kalvè kalamite
Flonn chaplè lapòvrete
Ak yon pil lòt malpwòpte

En de twa an n sonje
En de twa pa bliye
Debakman kolon anjandre
Pou l ka piye dechèpiye
Ban n levanjil reziye
Kòm sewòm pou n manje
Pou n merite letènite
Nan fon lesyèl pou n ka fete
Ribanbèl plezi tout kote

En de twa an n rakonte
En de twa an n defofile
An n deplòtonnen laverite
Lesklavaj kolon franse
Rache touye eksplwate
Touye rache dechèpiye
Touye rache anmwe anmwe
Ban n levanjil pou n soupe
Tout se KOLERA an verite
Pou devlopman n se dyare

En de twa pa janm bliye
Militè meriken anjandre
Vin okipe dechèpiye
Vin piye vin touye
Vin vyole anfrajele
Kako vanyan ki t ap lite
Ki t ap defann ladiyite
Kont KOLERA lendiyite
Blan lokipan saloprete
Blan lokipan te pote
Blan lokipan te planteca va
E ou

En de twa Nwèl debake
Nwèl ane sa a an verite
Ayiti anba dekonm lendiyite
ONG patizan tè tranble
Mafya ekspè dechèpiye
Boutik dwa zimen velekete
Priye pou mizè n miltipliye
Miltipliye pa plizyè milye

En de twa ane sa a
Tonton Nwèl delala
Tonton Nwèl debaba
Chèlbè Ton Nwèl kaba
Bab li pran nan mera
Nan MERA KOLERA
Anba inifòm Milnista
Savonnen l ak KOLERA
Lage lavni l nan kabouya

Ane sa a dyakout Ton Nwèl
Plen kouchèt ak moso twèl
Simaye anba tonèl

Ale nan paj 18

PEVEP denonse machanday k ap fèt ak dosye revoke yo

Platfòm Anplwaye Viktim Antrepriz piblik yo (PEVEP) denonse nan yon konferans pou laprès lendi 27 Desanm lan sou machanday gouvènman Preval/Bellerive la ap fè ak dosye plis pase 10 mil manman ak papa pitit politik neyoliberal la ak privatizasyon antrepriz piblik yo lage sou beton an tankou chen, depi plis pase 3 lane. Travayè sa yo t ap travay nan Teleko. APN, ONA, SMCRS elatriye. Depi Rene Preval te fin monte sou pouvwa a nan lane 2006, se politik likidasyon antrepriz piblik yo l ap aplike, ki abouti ak revokasyon yon foul ak pakèt moun, ki fè to chomaj la monte a 80 pousan nan peyi Dayiti.

Sekretè jeneral PEVEP la, Fritz Gerald Charles pa t mete dlo nan bouch li pou l kritike gouvènman Preval/Bellerive la k ap sèvi ak kèk grenn endividi, abolotcho, jan l te fè l ak pati politik yo, pou l detounen lit travayè li te revoke yo defason abitrè nan antrepriz piblik yo : *« N ap denonse tout rankont k ap fèt nan palè nasyonal, nan ministè lajistis pou machanday politik ak dosye revoke yo. Rankont sa yo nou pa konnen yo e nou pa genyen anyen pou n wè ak yo nideprè nidelwen. Nou poko janm chita pale ak okenn otorite nan gouvènman Preval/Bellerive la, ak prezidan Preval, Premye minis, minis, sekretè Deta elatriye. Dosye travayè revoke yo, se yon dosye Deta, donk li pa kapab ap trete anba tab, ankachèt. Lè Preval te fè revokasyon yo pa t gen negosyasyon, se angwo ponyèt li te fè yo. Nan sans sa a, n ap di travayè revoke yo rete mobilize, batay la ap kontinye, paske viktwa final la se pou tout travayè k ap goumen.*

Se pa yon favè dirijan Leta yo ap fè nou, se yon obligasyon yo genyen pou yo dedomaje yo kòm sa dwa, paske yo te vyole dwa travayè, dwa yo genyen pou yo travay, se yon krim dirijan Leta yo te fè sou 10 mil travayè nan sektè piblik la… »

Fritz Gerald Charles te pwofite okazyon sa a pou l te kondane ak tout fòs li kanpay lenchay k ap fèt sou vodouyizan ayisyen yo nan peyi a : *« Nou kondane ak tout fòs nou lenchaj k ap fèt sou ougan ak manbo yo nan peyi a, y ap akize yo kòm moun k ap bay pou kolera. Alòske, tout gwo laboratwa pwouve se sòlda Nepalè yo, nan fòs okipasyon Nasyonzinin an, Minustah ki pote maladi Kolera a, nan peyi Dayiti. Donk se pa kont vodouyizan yo pou yo leve kanpe, se kont sòlda Loni yo, nan Minustah pou pèp ayisyen an kontinye batay pou fout yo deyò nan peyi a. Fòk pèp ayisyen an leve kanpe kont tout lawon loka lak lawon entènasyonal yo, paske yo tout kont enterè peyi a, enterè pèp ayisyen an. »*

Reprezantan travayè revoke yo nan Ofis nasyonal asirans vyeyès (ONA), Gardy Lima, bò kote pa l denonse sòlda Loni yo, yo di kil age pwazon nan lak Azeyi a nan zòn

Ale nan paj 16

Pozisyon regwoupman òganizasyon sa yo sou kriz k ap brase bil peyi a

MODEP, CATH, KRD, BATAY OUVRIYE, GREAAL, INIVESITE POPILE, KONKA, SEK GRAMSCI, ANTEN OUVRIYE, STAIA, BOURAD, PATI KANPEP LA, TET KOLE TI PEYIZAN AYISYEN, ASID, BRI KOURI, FRAKKA

Apre lekti nou fè ansanm, sou briganday elektoral 28 novanm nan ak sou konjonkti a anjeneral, nou menm òganizasyon ki siyen nòt sa a, nou deside pote pozisyon pa nou, sou sitiyasyon peyi ap viv jounen jodi a. Nou konstate, pouwa anplas la, KEP koupyon an, peyi enperyalis yo ak sèten peyi tchoul enperyalis, vle plonje peyi a nan yon twou san fon. Malgre 12 janvye 2010, malgre kolera k ap depafini ak popilasyon an akoz leta pa t janm pran dezisyon pou amelyore kondisyon sante yo nan kat kwen peyi a, nou konstate divès aktè sa yo antann yo pou yo fè mas yo monte yon masuife epi batay youn kont lòt.

Pandan gwo manifestasyon ki fèt divès kote nan peyi a, gaz lakrimojèn lapolis ak MINISTA simaye tribòbabò nan peyi a, konplike pi plis lavi mas popilè yo, sitou sila yo ki anba tant yo. Pirèd ankò, plizyè moun mouri, blese anba represyon fòs dezòd yo, nan divès depatman nan peyi a.

Pou ki tout latwoublay sa yo? Ki men ki kache dèyè yo ?

Soti 1987 pou rive jodi a, klas dominant yo deja òganize anviwon 7 eleksyon nan peyi a. Men, eleksyon sa yo toujou lage peyi a nan kriz pi rèd. Eleksyon 2010 yo, se youn nan gwo zèl kat kominote enperyalis la te konte sou li pou montre reyisit yo nan peyi a. **Pouvwa Lespwa-Inite-Lavalas** la te konte sou eleksyon yo tou pou asire yon kontinite nan okipasyon, nan depandans ak nan politik neyoliberal yo. Kominote enperyalis la pa gen pwoblèm ak mòd kontinite sa a, se sitou sa yo bezwen. Tout kandida yo, boujwazi ayisyèn nan, grandon ak tout lòt gwo chabrak nan peyi a pa gen pwoblèm tou ak kontinite sa a. Tout pwoblèm yo se jan pouvwa anplas la vle fè sa. Se sa k fè li ka fasil pou yo jwenn yon dil nan mitan yo. Yo tout makonnen demokrasi a sèlman ak yon keksyon eleksyon. Depi ki lè eleksyon nan sistèm peze sousе a, eleksyon anba okipasyon, eleksyon ak kalite leta epi politisyen malatchonn sa yo te konn pote rezilta nan amelyore kondisyon lavi mas yo ?

Mas yo (ti boujwa defavorize, travayè yo, chomè yo, fanm klas defavorize yo, ti komèsan, elatriye) dwe konprann kriz sa a se kriz nan mitan klas piyajè yo ak tchoul yo. Jèn fanm ak jèn gason nan katye popilè yo ak nan divès kwen nan peyi a pa ka tounen epi pa dwe tounen jilè pabal pou politisyen asasen, kriminèl, granmanjè, dilèdwòg,

Ale nan paj 16

Pwason ap mouri nan Lak Azeyi !



Pwason mouri yo ki sou wòch bò rivaj la
(Foto : Le Nouvelliste Francois Louis)

Depi vandredi 24 Desanm 2010 la, nan Lak Azeyi, yo rele tou Etan Somat, ki chita nan komin Gantye, zòn Fon-Parizyen, ki toupre fwontyè a, anpil pwason yo rele Tilapya a tonbe ap mouri . Lendi 27 Desanm lan sitiyasyon an te vin pi grav, se plizyè dizèn pwason ki mouri yo te enstale nan zòn lak la e se enfòmasyon sa a ki te domine aktyalite a nan peyi Dayiti.

Nan yon kominike 4 ministè (enteryè, Agrikilti, Anvironman, Sante piblik) gouvènman Preval/Bellerive la te fè sòti, lendi 27 Desanm nan, yo di yo konstate lanmò animal yo yon bon kantite pwason nan lak Azeyi a, sitou nan zòn Fon-Parizyen ak Malpas. Gouvènman an mande popilasyon an, nan zòn Lak la pa manje pwason, pa bwè dlo ki sòti nan Lak la. Gouvènman an fè konnen yo deja pran yon echantiyon nan dlo a ak nan pwason ki mouri yo, voye al analize l nan laboratwa. Gouvènman an fè konnen sitiyasyon an pou konnye a ta sou kontwòl, tout bagay prale byen.

Popilasyon an bò kote pa l genyen anpil kè sote e voye l lage responsabilite lanmò pwason yo sou do sòlda okipasyon Nasyonzini an, ki ta lage yon likid nan Lak la ki ta touye pwason yo. Se nan sans sa a, prezidan Asosyasyon Transpòtè ak Travayè yo nan Malpas, Jean Romain Derssaint deklare : *« Nou bay dirijan yo 3 jou pou yo bay rezilta ankèt la. Nan ka kontrè, nou pral pran lari a pou chase sòlda Loni yo nan baz Fon-Parizyen an. »*

Anpil lòt moun nan popilasyon an tankou : direktè lapèch ak akwakilti, nan ministè Agrikilti, yonn nan manm konsèy administrasyon seksyon kominal (KAZEK) Fon-Parizyen, Joseph Jean Solage Polynice, nan yon konferans pou laprès kache enkyetid popilasyon an, ki lage responsabilite lanmò pwason yo sou do sòlda Nasyonzini yo, ki tabli nan zòn lan.

Anplis maladi Kolera a, zak kriminèl sòlda Nasyonzini yo ap fè sou pèp ayisyen an depi plis pase 6 lane. Jounen jodi a, se akizasyon pwazonnen sous dlo, Lak ak Rivyè peyi Dayiti ki tonbe sou do Minustah.

Pandan yonn nan reprezantan entènasyonal la, Ricardo Seitenfus mete Loni tou touni, kote l fè konnen Loni pap regle anyen nan peyi Dayiti, okontrè se anpire li vin anpire sitiyasyon an sou bout tè papa Dessalines nan. Pèp ayisyen an bò kote pa l pa jan sispann egzije depa fòs Loni yo nan peyi a. Se nan kontèks sa a, anpil òganizasyon ap mobilize pou pran lari a samdi premye Janvye a pou reklame depa Minustah, anilasyon maskarad 28 Novanm nan e aplikasyon konstitisyon 1987 la.

Yves Pierre-Louis

L'extermination programmée du peuple haïtien

Par Joël Léon

La journée du 28 novembre dernier vient d'illustrer en lettres majuscules le degré de putréfaction du mal dont souffre le pays. Définitivement, rien ne marche pour le système en place, en décomposition. Dans les annales historiques des élections en Haïti, aucun processus n'a été plus scandaleux que celui du 28 novembre, jamais. Et pourtant, 29 millions de dollars américains avaient été mobilisés pour réaliser cette mascarade. S'agit-il du « mal de René » qui frappe les élites haïtiennes ou de l'extermination programmée de tout un peuple ?

Les circonstances particulières dans lesquelles les dernières élections se sont organisées dans le pays méritent d'être prises en compte dans toute analyse sérieuse. Coup sur coup, le pays est victime d'un rare tremblement de terre de 7.2 de magnitude, de sévères tempêtes tropicales, et le cholera importé des troupes d'occupation a déjà fait près de 3.000 morts et quelque 125.000 personnes infectées nationalement. Les dernières estimations parlent de 400.000 victimes pendant une courte période de 12 mois. Jusqu'à présent, plus d'un million d'âmes dorment sous des tentes où à la belle étoile dans la capitale, et des milliers d'autres déplacés dans les villes de province attendent dans l'impatiemment l'aide internationale et locale pour normaliser leur situation. Malheureusement l'aide tarde à se matérialiser !

Donc, le décor actuel tel que décrit plus haut n'est pas susceptible de s'améliorer. Toutefois, l'indécence reste toujours inacceptable dans un monde dit « civilisé ». D'abord l'obstination des dirigeants internationaux et de leurs valets locaux à organiser des élections dans un contexte pareil peut être interprétée comme un cynisme rare de la part des hommes se réclamant du Christ. Il était prévisible par tout esprit sain que ces élections allaient être un fiasco total, n'empêche que les dirigeants poursuivaient son organisation. De ce fait, il y a lieu de considérer les responsables, d'abord, les valets locaux.

Ils ont à leur tête le président René Préval, qui, d'après les documents rendus publics par « Wikileaks », visitait très souvent un bar à Pétion-ville pour consommer avidement de l'alcool, à en croire les révélations de Mme Janet Sanderson, ancienne ambassadrice des Etats-Unis en Haïti. Les vieilles habitudes ont la vie dure. En d'autres termes, la capacité de Preval à prendre des décisions responsables allant dans le sens des intérêts du pays est assurément sérieusement affectée par l'usage abusif de la dive bouteille.

D'après les informations qui nous sont parvenues, sur les 29 millions de dollars alloués aux élections, la contribution du gouvernement haïtien est de 7 millions. Le 6 juin de cette année, le président Vénézuélien, Hugo Chavez, annulait la dette de 395 millions de dollars liée au fond Petrocaribe, ce pour faciliter la reconstruction d'Haïti après le séisme du 12 janvier. De cette somme, 197.5 millions ont été dépensés sans que les instances étatiques sous le gouvernement de l'ancien Premier ministre Michelle Pierre-Louis aient jamais produit les pièces justificatives exigées par la loi. D'après certains observateurs haïtiens, l'argent de Petrocaribe a été raflé dans l'objectif de pouvoir financer la candidature du poulain de René Preval aux élections présidentielles, Jude Célestin.

Par contre, nous savons que ce qui reste du fond « petrocaribe », soit 175 millions de dollars, s'est volatilisé au moment où l'on agitait des problèmes de fonds pour l'organisation de ces élections. Cela rappelle étrangement les 197.5 millions de dollars dépensés sans pièces justificatives sous l'administration de l'ancien Premier ministre Mme Michelle Pierre-Louis. Donc, si ces informations sont confirmées, le candidat du président Préval a de quoi s'acheter beaucoup de votes, si ce n'est leur totalité, ce dans la perspective d'un second tour. Les valets locaux sont plus cyniques parce qu'il y a une compétition permanente entre eux; pour conserver une position il faut se surpasser sinon, le risque de se voir rétrograder à une place inférieure guette l'intéressé au prochain virage.

J'avais déjà écrit que René Preval « est prêt à tout ». Il est frappé par le mal endémique qui a toujours atteint tous les chefs d'État haïtien en fin de règne: s'assurer que leur successeur soit toujours dans la ligne du « vive le roi après le roi » afin de protéger leurs arrières en cas d'éventuels démêlés avec les lois du pays. René Préval a lancé dans la course, le père de son petit-fils afin de poursuivre l'œuvre obscure du prévalisme.

Cependant, la scène politique haïtienne souffre d'un trop grand équilibre des forces en présence, ce que je qualifie de « Nivellisme ». Mis à part le parti d'Aristide, « fanmi lavalas », toutes les forces politiques sur l'échiquier sont à égalité de force. Donc, l'exclusion de ce parti-là a produit un effet de boomerang, bannissement dont le pouvoir et l'opposition s'étaient réjoui. L'absence d'une force politique motrice capable de trancher lorsqu'il y a exequatur ou impasse s'est fait terriblement sentir après les élections du 28 novembre dernier.

En fait, c'est le résultat de la politique tutrice mise en place par l'Occident après le départ de Jean-Claude Duvalier en 1986. Elle consistait à décourager la participation populaire dans des activités civiques et politiques afin de stopper l'influence du mouvement de gauche haïtien. Ainsi, *Le Devoir*, quotidien canadien, eut à déclarer à l'époque que « *le marxisme est enseigné avec un art consommé en Haïti* », illustrant ainsi la peur qui assaillait le Département d'État. L'église catholique, par l'intermédiaire de la conférence épiscopale et d'autres instances internationales influentes, avaient combattu l'engagement citoyen dans des organisations politiques. En lieu et place d'instruments politiques viables, on a vu de préférence l'émergence de personnalités politiques dans les médias que les ambassades s'empressèrent d'utiliser au moment où le système faisait face à de fortes résistances populaires. Donc, au cours des élections en Haïti, on ne vote pas pour des partis ou des organisations politiques mais pour des individus. Il est plus facile de trouver des accords avec un homme qu'avec un groupe d'hommes, surtout lorsqu'il s'agit de coups bas contre l'intérêt national. D'autre part, l'unité de la nation haïtienne fait peur aux « maitres d'Haïti », ils ne veulent pas être témoins de la réédition d'un 1er janvier 1804en ces temps modernes.

La crise postélectorale qui menace de plonger non seulement le pays mais toute la région dans une spirale de crise humanitaire sans précédent, retient l'attention de tous les acteurs. Ainsi, la Maison Blanche a organisé une importante réunion le weekend écoulé à laquelle prenait place le président américain lui-même, sa Secrétaire d'État, Mme Hillary Clinton et l'ancien président Bill Clinton, afin de décider de la nouvelle crise née des élections du 28 novembre 2010. Ce n'était pas la première réunion, ce ne sera sans doute pas la dernière, mais les résultats resteront les mêmes parce que c'est l'implication de l'Internationale dans les affaires haïtiennes qui est le problème.

A ce propos, il faut citer le diplomate brésilien Ricardo Seitenfus, l'un des rares qui a cassé la corde traditionnelle diplomatique en critiquant ouvertement l'implication de l'Internationale en Haïti. Il a déclaré, et je cite, que :



Coup sur coup, le pays est victime d'un rare tremblement de terre de 7.2 de magnitude, de sévères tempêtes tropicales, et le cholera importé des troupes d'occupation a déjà fait près de 3.000 morts

« *s'il existe une preuve de l'échec de l'aide internationale, c'est bien Haïti* ». Il poursuivait pour ajouter que « *les coopérants sont pressés et Haïti est trop complexe pour des gens pressés* ». Ce à quoi il faut ajouter que les coopérants agissent avec des recettes en poche, tandis qu'en sciences humaines les recettes conduisent toujours au désastre. L'échec de l'Internationale dans le continent africain, tels que : Soudan, Ethiopie, Centre-Afrique et dans d'autres régions du monde est la conséquence de l'option facile, sans tenir compte des particularités régionale et nationale des peuples. On peut imaginer la suite, Mr Seitenfus va être convoqué par son chef hiérarchique afin de s'expliquer, il sera probablement démis de ses fonctions. C'est comme dans la Rome antique: « *la femme de César doit être au-dessus de tout soupçon* ».



L'instabilité sociopolitique n'a rien à voir avec Aristide, mais bien avec le comportement d'un peuple qui en a marre de la crapulerie dont font preuve les classes dominantes et leurs alliés pour le tenir dans la crasse

Les valets locaux, quoique très présents, font face à une grave crise d'identité en tant que groupes sociaux. La bourgeoisie haïtienne, forte de ses descendants arabes et européens, a étalé au grand jour son égarement idéologique en tant que classe. Les riches, logiquement, devraient accompagner le candidat industriel Charles Henry Baker, dans sa marche vers la présidence. Cependant, dignes du mercenariat, ils se sont morcellés plutôt sous forme de mosaïque sans objectif de classe. L'important pour eux, c'est de se positionner stratégiquement afin de recueillir des dividendes du prochain pouvoir établi. Ils s'éparpillent chez tous les candidats; certains ne jurent que par Jude Célestin, telles que les familles Baussan, Vorbe, Mevs et Brandt ; d'autres s'alignent honteusement derrière Martelly, allias Tisimone, dont Tippenhauer, Colt, Bigio pendant qu'une bonne partie finance la campagne de Lesly Voltaire, Jacques Edouard Alexis, Jean Henri Céant, Manigat Donc, ils jouent à « qui perd, gagne».

Ces dernières semaines, l'énervement constaté chez les bourgeois en Haïti incite à des réflexions pertinentes. Les émeutes de l'après-publication des résultats du premier tour n'étaient pas prévues avec cette ampleur, vu que lavalas n'était pas de la course, parti qui a une réputation de casseurs. Finalement, les gens se sont rendus compte que l'instabilité sociopolitique n'a rien à voir avec Aristide, mais bien avec le comportement d'un peuple qui en a marre de la crapulerie dont font preuve les classes dominantes et leurs alliés pour le tenir dans la crasse. Une bonne partie s'en est prise à Michel Martelly qui, d'après eux, a mis des milliers de partisans dans la rue à partir des textes de messages envoyés par-ci par-là par l'intermédiaire de l'une des compagnies cellulaires de la place dont il serait actionnaire. Brusquement, «Tisimone» est qualifié de « populiste de droite », pour répéter Nancy Roc, comme si vraiment celui-ci tenait compte du clivage idéologique gauche-droite.

Traditionnellement dépourvue de vision, la bourgeoisie s'accroche toujours au gagnant et a peur de tout pouvoir qui agite la question d'institutionnalisation de l'Etat. Elle n'a pas un plan d'épanouissement de classe, voir un projet national visant le développement du pays. La communauté internationale et les politiciens traditionnels s'en servent pour torpiller dans l'œuf tout processus d'institutionnalisation dû, et paradoxalement l'USAID et l'Union Européenne dépensent des millions de dollars annuellement à travers des programmes dit de développement institutionnel. En fait, des artifices pour vider de l'argent à des responsables politiques alliés flanqués d'une organisation gouvernementale (ONG), par laquelle doit passer tout financement nécessaire à l'existence de ces groupes marginaux, qualifiés de partis politiques.

René Preval, qu'on le veille ou non, n'est pas bête. En déplaçant le contrôle des élections du CEP à l'Organisation des États Américains, l'OEA, il a fait un calcul diabolique mais « intelligent ». Les candidats à la présidence, Martelly et Manigat, sont dans leurs petits souliers. Tous, deux admirateurs de l'Internationale, sont coincés et susceptibles de se voir décrier de leurs bases politiques s'ils osent cesser de jouer en bon enfant. Myrlande Manigat a le nez fin, elle renifle le parachutage de Jude Célestin, elle crie que « *c'est une crise haïtienne, ce sont les Haïtiens qui devraient en trouver la solution* », et est contre toute solution « *élaborée par l'étranger* ». Trop tard, la crise a été créée et entretenue par l'étranger depuis 2004, donc l'étranger imposera sa solution.

C'est dommage de voir un si bel esprit dominé par un soi-disant « pragmatisme », s'avilir pour le pouvoir qu'il pouvait gagner en écoutant seulement la voix du peuple. Cela confirme ce que Nancy Roc avait révélé il y a deux semaines à « Metropolis » et ce que Lesly Manigat a confié à un ami : « *s'il faut vendre sa mère pour prendre le pouvoir il faut le faire, on la rachètera après l'avoir conquis*», fin de citation. Ce que le professeur a omis de comprendre, c'est qu'on peut liquider sa mère pendant seulement 4 mois de pouvoir, sans avoir le temps de la racheter parce que l'échéance est trop courte. Ou bien la mère peut être violée, torturée et même tuée est ce que cela vaut le coup?

L'Internationale, arrogante, a beaucoup d'explications à donner au

Suite à la page (16)

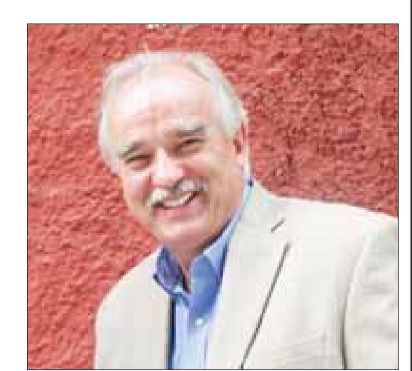
Le représentant de l'OEA dénonce l'impérialisme !

Par Herve Jean Michel

Dans une interview accordée par le journaliste, Arnaud Robert, au représentant du secrétaire général de l'OEA en Haïti, Ricardo Seitenfus, parue dans le journal suisse, Le Temps, des interdits, des tabous ont été dévoilés de manière fracassante.

Ricardo Seitenfus de nationalité brésilienne, en poste en Haïti depuis environ deux (2) ans, a violé toutes les règles de la diplomatie secrète occidentale, pour dégager du brouillard opaque dans lequel : l'OEA, l'ONU et les puissances impérialistes ont plongé Haïti, toute l'objectivité que requiert une analyse sérieuse, intelligente et responsable.

Quand Robert Arnaud a évoqué, en guise d'introduction à l'interview, la présence des dix mille (10.000) casques bleus en Haïti et leur contre- productivité, le représentant du secrétaire général de l'OEA a vertement critiqué le système de l'ONU et son Conseil de sécurité, qui à son avis, dans leur manque d'alternative, a imposé des casques bleus en Haïti. *« Le système de prévention des litiges dans le cadre du système onusien n'est pas adapté au contexte haïtien. Haïti n'est pas une menace internationale. Nous ne sommes pas en situation de guerre civile, Haïti n'est ni l'Iraq, ni l'Afghanistan. Haïti vit depuis le départ de Jean Claude Duvalier, ce que j'appelle un conflit de basse intensité. Mais, il me semble qu'Haïti, sur la scène internationale, paie essentiellement sa grande proximité avec les Etats-Unis. Haïti a été l'objet d'une attention négative de la part du système international. Il s'agissait pour l'ONU de geler le pouvoir et de transformer les Haïtiens en prisonniers de leur propre île. L'angoisse des boat people explique pour beaucoup les décisions de l'international vis-à-vis d'Haïti. On veut à tout prix qu'ils restent chez eux ».*



Ricardo Seitenfus

Epoustouflante révélation ! L'infrahumaine condition d'existence du peuple haïtien, les mensonges de l'impérialisme, l'exploitation éhontée d'Haïti, ont transformé ce Seitenfus en un témoin privilégié et conséquent du terrible sort fait au pays. *« Pendant deux cent ans (200), la présence des troupes étrangères a alterné avec celle de dictateurs. C'est la force qui définit les relations internationales avec Haïti et jamais le dialogue. Le péché originel d'Haïti, sur la scène mondiale, c'est sa libération. Les Haïtiens commettent l'inacceptable en 1804, un crime de lèse-majesté pour un monde inquiet. L'Occident est alors un monde colonialiste, esclavagiste et raciste qui base sa richesse sur l'exploitation des terres conquises. Donc le modèle révolutionnaire haïtien fait peur aux grandes puissances. Les Etats-Unis ne reconnaissent l'indépendance d'Haïti qu'en 1865. Et la France exige le paiement d'une rançon pour accepter cette libération. Dès le départ, l'indépendance est compromise et le développement du pays entravé. Le monde n'a jamais su comment traiter Haïti, alors il a fini par l'ignorer. Ont commencé deux cent ans de solitude sur la scène internationale ».*

Ce qui donne toute leur force à ces paroles, ce n'est pas qu'elles soient nouvelles ; que jamais elles n'ont été prononcées auparavant,

Suite à la page (15)

Port-de-Paix et la crise post-électorale

Par Arthur Antoine

Les derniers événements survenus en Haïti font penser à cet article «Port-de-Paix et la crise la crise post-électorale» écrit par Arthur Antoine et publié par Haïti Progrès, dans son édition du 5 au 11 Décembre 2001/ Volume 19 Numéro 38. Aussi, nous vous invitons à lire ce texte.

Pris entre l'enclume et le marteau, Lavalas bat de l'aile. On risque de perdre les acquis démocratiques gagnés de haute lutte par la combativité d'un peuple décidé à vivre le front haut, la tête altière. Tiraillé entre, d'une part, les pays dits «**amis**», et la Convergence, d'autre part, Lavalas ne cesse de faire des concessions qui menacent d'hypothéquer l'avenir même de cette démocratie naissante. Foulant aux pieds et les idéaux de décembre 1990 et les revendications fondamentales de ses commettants, pactisant avec les ennemis impénitents du peuple, larguant dans la foulée des événements et selon les circonstances les militants les plus combatifs, Lavalas devient méconnaissable.

À genoux aujourd'hui, pour avoir compté davantage sur les promesses pourtant fallacieuses des dits «**pays amis**» que sur les prouesses de ses partisans des vieux jours, pour avoir sous-estimé la vaillance de son peuple, Lavalas cherche vainement à sortir d'un guêpier habilement fabriqué pour l'engloutir et du même coup réduire à néant le travail accompli depuis 1986 et refouler le peuple jusqu'à ses derniers retranchements. En dépit des multiples cris d'alarme lancés par la base, Lavalas persiste à faire des mamours à ses fossoyeurs décidés pourtant à l'enterrer coûte que coûte. Constatant l'abdication tacite des dirigeants de Lavalas, et le refus catégorique de revenir aux principes : «**Justice, Transparence et Participation**» qui guidaient le mouvement et qui drainaient les foules, constatant surtout que cette obstination ne pourra conduire qu'à la destruction d'un mouvement susceptible de créer et de maintenir un espace démocratique favorable au progrès du peuple, des militants de Port-de-Paix se sont penchés dernièrement sur cette prétendue crise post-électorale pour analyser.

D'entrer de jeu, ils ont réfuté l'appellation de : «**crise post-électorale**» et autres euphémismes similaires, parlant carrément de blocus économique.

L'ingénieur Albert en donna le ton : «*On prétend chercher des solutions à cette crise dite post-électorale, alors qu'elle n'est, en réalité, que le voile occultant la continuation d'une hostilité séculaire. Cette appellation de crise post-électorale fut adoptée pour encore une fois culpabiliser les Haïtiens et légitimer le blocus économique qui put être ainsi établie sans provoquer la réprobation de l'opinion publique internationale. Lavalas a su, certes, éviter plusieurs pièges, si l'on se rappelle les tractations précédant les élections, par exemple ; mais, il y en avait tant qu'à la fin le cercle se referme sur le gagnant des élections. Il fallait trouver une raison pour brimer ce peuple. Aussi, cette crise surgirait, sous cette forme ou une autre, qu'importe le gouvernement en place Lavalas ou un autre. Et elle perdurera en dépit des concessions de toutes sortes, même lorsqu'un écervelé sacrifierait la souveraineté nationale*».

Plusieurs mains se levèrent pour solliciter la parole. Après un rapide coup d'œil sur la salle, le modérateur décida d'accorder la parole à cette militante connue pour sa verve limpide : «*C'est clair pour nous tous, c'est un blocus économique contre le peuple haïtien. Et on le voyait venir depuis l'époque où l'on commençait à diaboliser Boukman, la cérémonie du Bois Caïman, les héros de l'Indépendance d'Haïti, etc. Seul un sot peut croire que le liquide utilisé par Boukman a pu avoir une incidence sur la volonté des participants voire sur celle des absents. Le lait, le miel, le vin ou tout autre liquide, qu'importe! Le symbole reste muet ; le symbolisme seul est porteur de sens. Tout comme le Christ avait actualisé pour les siens, le rite juif du pain et du vin, Boukman a utilisé les instruments qui étaient à sa portée. L'essentiel pour lui, c'était de parvenir à unifier les esprits vers un même idéal. Ceux qui interprètent perversement l'acte de Boukman sont comme l'imbécile à qui l'on montre la lune et qui regarde le doigt qui la pointe».*

*D'ailleurs le travail de diabolisation se poursuit à travers certains cantiques qui abhorrent Boukman et le symbolisme qui catalysait les esprits des esclaves vers la liberté. Quelle ingratitude! Ceux qui véhiculent ces pensées manifestent leur intolérance religieuse, rejettent l'Impartialité Transcendance divine pour un Dieu de race qui aurait soutenu l'esclavage de tout un peuple parce qu'un ancêtre "**nébuleux**" aurait péché. Il faut dépasser cette conception de Dieu. Dieu nous veut libre, il est libérateur par excellence. Son immanence dans les œuvres de libération est médiatisée à travers Jésus, Gandhi, Boukman que des mains sacrilèges allaient frapper plus tard.*

Les cantiques de diabolisation dictés par des patrons politiques tapis dans des oripeaux religieux, transmettent des messages obscurantistes, antipatriotiques, qui déroutent les esprits, les portant à croire que les malheurs d'Haïti découlent d'une quelconque impiété des pères de la patrie ; et brident la lucidité des gens afin que les véritables fossoyeurs de ce peuple, transmués en authentiques et sincères serviteurs de Dieu, soient toujours tenus en estime. Les pères de la patrie sont décriés, leurs actes de bravoure sont diabolisés pour pouvoir redire du nègre et justifier l'injustifiable. Par leur simple volonté, le nègre devient par atavisme un sauvage ; alors, ils peuvent et doivent intervenir pour le civiliser.

Cependant, il faut toujours éviter d'amalgamer : "peuples des pays amis" et "gouvernements des pays dits amis". N'en déplaise à personne, les gouvernements sont souvent contrôlés de près ou de loin par des familles oligarchiques à prédominance raciste. Qu'on se rappelle les propos du Premier ministre italien Silvio Berlusconi : "Il faut être conscients de notre suprématie, de la supériorité de la civilisation occidentale", et "L'Occident continuera à s'imposer aux peuples…"(Haïti Progrès, volume 19, numéro 29, 3 au 9 octobre 2001). Ces propos peuvent embarrasser certains, mais soulignent à ceux qui se faisaient encore illusion que ces gens ne sont pas prêts à reconnaître l'égalité des races.

*Donc, en devenant en 1804, la première nation nègre indépendante du monde, Haïti a créé un précédent dans l'histoire de l'Histoire : elle a détruit l'idéologie chrétienne sur laquelle se reposait toute la déculpabilisation de l'esclavage, à savoir : "**Le nègre n'a pas d'âme**" Haïti a prouvé le contraire, et le nègre a retrouvé sa dignité d'homme. Le bris du mythe de la supériorité raciale provoqua le désarroi chez le blanc raciste qui ne peut plus miser sur la suprématie de sa race.*

*Il faut prouver que le blanc reste et demeure supérieur ; partant, il faut prouver que le nègre reste et demeure un être inférieur. Alors, une autre idéologie a pris naissance, à savoir : "**Les nègres sont impuissants à intégrer la civilisation, à s'autogouverner**". Pour cela, il faut tout faire pour maintenir Haïti dans une extrême pauvreté et dans une permanente précarité politique.*

Alors, ils sapent tous les projets de développement d'Haïti et souvent avec l'aide de mercenaires d'origine haïtienne. Ils véhiculent à travers la grande presse occidentale des images négatives de l'élément haïtien. Le pire, on trouve de ces Haïtiens qui répercutent ces désinformations. Ils soudoient des Haïtiens de la faune politique, financent des partis bidons, et ont même, à plusieurs reprises, créé des situations de guerres civiles, évitées de justesse grâce à la clairvoyance du peuple qui ne se laisse pas manipuler. L'an 2004 arrive ; de toutes pièces et avec l'aide de leurs vassaux haïtiens, ils ont créé cette situation pour imposer ce blocus économique afin que, ruinée, Haïti ne puisse célébrer le deuxième centenaire de son indépendance. Ainsi, ils pourront attester que les Haïtiens ont passé deux cents ans à tourner en rond, incapable de progresser, parce que les nègres sont des êtres inférieurs. Voilà, merci.»

Le modérateur lui adressa encore ses remerciements, et se tourna vers les l'ingénieur Albert qui sollicitait à nouveau la parole : «*Nous sommes dans une situation d'urgence, déclara Albert. Le gouvernement n'a pas un sou pour financer ses projets. Les institutions financières internationales contrôlées par les "pays dits amis", comme tout le monde le sait, refusent de concéder des prêts à Haïti, la situation économique se détériore, le pouvoir d'achat des gens s'amenuise, les familles sont aux abois, le pays est aux bords de la catastrophe. Il est inutile de continuer à faire des génuflexions infructueuses, et des concessions à n'en plus finir, il faut de préférence se tourner vers les amis véritables du peuple haïtien. Il faut créer une chaîne de solidarité mondiale des peuples avec le peuple haïtien. Lovinsky, nous te confions le mandat de coordonner cette chaîne de solidarité.»*

Lovinsky Pierre-Antoine répondit : «*Mes chers amis, je vous remercie pour cette marque de confiance que vous me témoignez. Comme vous savez, je suis soudé à la lutte du peuple, je vais faire tout ce qui est humainement possible pour que cette chaîne devienne une réalité.*» Un tonnerre d'applaudissements se fit entendre. Alors, le modérateur reprit la parole en ces termes : «*Il est vrai que le peuple haïtien a beaucoup d'amis sincères qui sont prêts à l'aider. Il revient à nous de lutter pour qu'aucune parcelle de l'aide fournie par les simples citoyens amis du peuple haïtien à travers la chaîne de solidarité ne soit pas détournée par des gros bonnets. Nous ne pouvons pas permettre que l'argent rudement gagné par les simples citoyens amis du peuple haïtien aille enrichir davantage certains. Il faut qu'enfin cette aide aille véritablement au peuple. Il va falloir qu'on établisse des règlements stricts et surtout éviter les erreurs du passé.*»

L'ingénieur Albert sollicita à nouveau la parole : «*Pour que cette chaîne de solidarité profite au pays, le président Aristide doit créer un climat de confiance en renvoyant le cabinet ministériel trop décrié au grand complet. Il doit faire appel à des ministrables imprégnés des idéaux de décembre 90, choisis dans les départements pour que toutes les régions participent au gouvernement. Il doit revenir aux principes clés : le militantisme, la transparence, la compétence. Le président de la République doit aussi rappeler les militants compétents mis sur la touche lorsqu'on favorisait cette politique dite d'ouverture qui s'est révélée improductive, infructueuses et même nocive. Il faut que le pays redémarre*».

Arthur Antoine

New Report Urges Changes in U.S. Food Aid to Haiti

By Roger Annis

An important new study on the right to food in Haiti was published in December. It examines the impact that foreign food aid programs have had on Haiti, U.S. programs in particular.

The report is based on surveys of families in the region surrounding the town of Hinche in central Haiti. It is entitled *"Sak Vid Pa Kanpe: The Impact of U.S. Food Aid on Human Rights in Haiti."* The title draws on a Haitian proverb, lamenting that a sack cannot stand if it is empty. It is a powerful metaphor for the importance of food and sustenance to a human's capacity to "stand" and function.



"Sak Vid Pa Kanpe" finds that while U.S. food aid may provide nourishment to many people, it fails to improve long-term food security and therefore interferes with basic human rights.

The study's four authors are the Center for Human Rights and Global Justice at NYU School of Law, Partners In Health, the RFK Center for Justice and Human Rights, and Zanmi Lasante, the Haitian health agency allied with Partners In Health.

Existing policy has "disastrous" results

The report argues that the right to food is a basic human right. Nothing controversial there; any government in the world will say it follows that principle in its aid programs. But the report shows this is anything but the truth. There is very little of a rights-based approach in the food aid programs of the United States, and most other big powers for that matter.

"*The realization of the right to food requires more than temporary alleviation of hunger,*" the report says. It traces U.S. policy towards Haiti over the past several decades and concludes: "*While coercing Haiti to nearly eliminate its import tariffs on rice, reduce investments in agriculture, and focus on a few crops for export, the United States gradually increased shipments of its own agricultural commodities to Haiti.*"

The result has been "*a disastrous effect on Haitians' ability to produce food for domestic consumption and has created Haitian dependence on the importation of food.*" In 1986, Haiti produced 80% of the food it consumed. By 2008, that figure was 42%. In the wake of the earthquake and now the cholera outbreak, the gap between local agricultural production and imported aid is widening every more.

Researchers for the report found that in the region of Hinche, food aid did fill important gaps in people's needs but did not eliminate hunger. Nearly 90% of people responding to the survey — and over 80% of their young children — had gone to sleep hungry in the month before the survey because there was not enough food.

Some 62% of surveyed aid recipients reported that they did not know how to prepare the food because it was unfamiliar while 11% of recipients received food that was inedible; 14% became ill from eating food aid.

The report says that one out of ten children under five years of age in Haiti is severely malnourished. One in three is chronically malnourished. This has a direct impact on the child mortality rate (five years of age and under), which is 72 per 1,000 live births.

Surveys of the camps of earthquake survivors in recent months have documented similar examples of malnutrition. (See, for example, *"We've Been Forgotten": Conditions in Haiti's Displacement Camps Eight Months After the Earthquake,* September 2010, Institute for Justice and Democracy in Haiti.)

"*In the short term, U.S. food aid in Haiti does reduce food insecurity for individual households receiving help,*" the report states. "*But in the long term, food aid has been unable to ensure lasting, sustainable food security, an element of the right to food. Instead of supporting the agricultural production upon which so many Haitians depend, it has undermined the livelihoods of peasants and small farmers in Haiti.*"

Unacceptable conditions of food aid

The report looks at the negative consequences of tying food aid to the commercial interests of the donating country. In addition to the aforementioned consequence on local food production, it finds that imported food is very costly. Two thirds of "Title Two" food aid (the program under which the vast majority of U.S. food aid is provided) goes to cover transportation costs.

According to the report, in 2008, the United States spent 67 times more money on food aid to Haiti than in providing assistance to Haitian farmers.

The United States and Japan are among the few remaining countries in the world to tie food and other aid to procurement in their own countries. Whereas the proportion of aid that is tied is gradually falling in the world, it remains at nearly 100% in the U.S.

An article by Beverley Bell of Other Worlds, *"Miami Rice": The Business of Disaster in Haiti* details the destructive consequences of the commercialization of food aid on Haiti's rice producers. (See other excellent articles on Haitian agriculture by Beverley Bell and other authors on the website of *Other Worlds*.)

"Monetization" of food aid is another harmful practice. This is where charities and NGOs are permitted to sell donated food on local markets in order to finance their programs.

Recent Wikileaks revelations show that U.S. trade policies in agriculture are not the benign workings of the "free market," as proponents argue. The U.S. government has taken aggressive moves in Europe to break down barriers to the importation of genetically modified seeds patented by U.S. agricultural and chemical conglomerates.

Threats and aggressive moves have been used against successive Haitian governments to "open" Haiti's markets to U.S. imports.

Cholera and agriculture

A recent article by Haitian agronomist William Michel on the Haiti-Nation website looks at the impact of the cholera epidemic on the future of agriculture in Haiti. He says the date of cholera's arrival will go down in infamy among Haitian peasants in the same way that Sep. 11, 2001 has for many U.S. citizens.

The author expects the cost of rice, vegetables and other crops will rise due to a host of reasons, including the need to procure uncontaminated water for processing. Demand will likely drop out of fear that food in contaminated. The epidemic began in Haiti's most fertile agricultural region, the Artibonite River valley.

Indeed, a Nov. 20 article in French entitled "*Cholera: Artibonite rice producers in trouble*" on the website of the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH), the foreign occupation force, says that wholesale rice buyers in Port-au-Prince have stopped buying rice from the Artibonite valley, forcing farmers there to lower prices that are already below production costs.

"*Sak Vid Pa Kanpe*" proposes recommendations for U.S. government policy makers, including:

Cease the policy whereby food aid must originate from U.S. sources. Boost Haitian agricultural production through local purchasing and assistance to local producers.

End the policy ("monetization") that allows NGOs and charities to sell U.S. food aid.

Institute full transparency and disclosure of foreign aid, and cooperate with the Haitian government and agencies in planning aid programs.

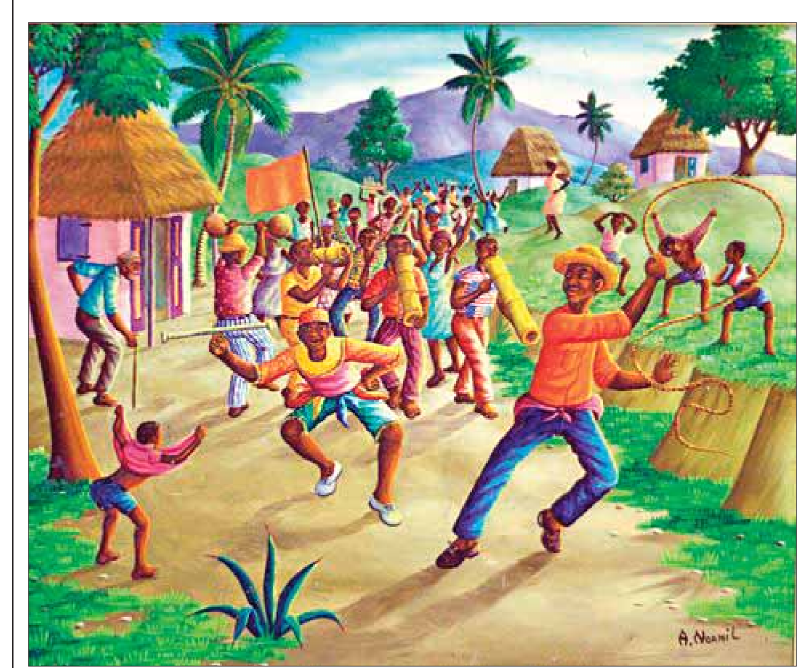
Ensure meaningful participation of Haitians in all U.S. assistance programs to Haiti.

The same consortium of groups produced the 2008 report "*Wòch nan Soley: The Denial of the Right to Water in Haiti,*" which noted that the politically motivated "*actions taken by the United States [in 2001] in blocking IDB development loans earmarked for water projects in Haiti were a direct violation of the U.S. government's human rights obligations.*"

"*Sak Vid Pa Kanpe*" is a welcome addition to the growing trove of books and studies which illustrate how U.S. food aid, whose main beneficiary is U.S. agribusiness, has sabotaged Haiti's food sovereignty rather than promoting it.

To read or download "Sak Vid Pa Kanpe," and for more information on the groups who wrote it, go to: www.rfkcenter.org/files/RTF_Briefing.pdf . Roger Annis is a coordinator of the Canada Haiti Action Network.

"Saving Grace": Celebrating the Status Quo Ante



André Normil's "Rara dans la Rue" fits the "Haitian art" profile

By André Juste

(The second of three installments)

The following review was written about an exhibition that ran from Oct. 1 - Nov. 24, 2010 in New York.

The more serious problem with the "*Saving Grace*" exhibition, however, stems from show curator Gérald Alexis' conveniently fuzzy and glossy take on Haitian art's history. He states in a short essay on the exhibition that his aim is to celebrate the "*diversity*" of this art. He argues that this diversity arose with the Centre D'Art's emergence in 1944 since it had the presumed foresight to bring "*together artists of different artistic, social and religious backgrounds,*" thereby engendering "*favorable circumstances*" for the "*extraordinary development of Haitian art during the second half of the twentieth century.*"

This assessment leaves out some uncomfortable truths. For instance, in its first two years of operation, as Michel Philippe Lerebours has written, the Centre was a hub for mostly elite dabblers along with some working-class neophytes who were gravitating toward the more privileged classes. For better or worse, in 1950 "*more than two-thirds*" of these original artists would renounce the Centre, which was midwifed by the U.S. State Department's local proxy, the Haitian-American Institute, as part of a much broader strategy to buttress American hegemony in Latin America and the Caribbean. Regardless of its accomplishments, the Centre was not simply a haven, as Alexis implies, that afforded untutored and would-be psycho-culturally conflicted artists the chance, respectively, to broaden and liberate their minds. Lerebours' writings, especially, but also those of Philippe Thoby Marcelin back in 1956 and more recently those of Carlo Celius, have amply demonstrated the conflicting cultural politics of Haiti's mid-century art scene.

But for Alexis' brief allusion in his notes on Lucien Price — that the artist had "*fought passionately*" at the Centre "*against the idea of maintaining popular artists in total ignorance of artistic principles*" — a casual observer would leave the exhibition unaware of the great cultural, political and economic struggle that surrounded twentieth-century Haitian art. This crucial point is soft-pedaled by Alexis.

continued on p(18)



Souhaite à tous ses clie… et Bonne A…

Phil Multi Services
Income Tax Specialists
Philippe Bien-Aime
17 S. State Road 7
Plantation, FL
954-584-1817 • 954-234-0856

Le docteur de la Communauté Haïtienne à New York



Dr. Kesler Dalmacy
1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226
Tel: 718-434-5345

CHERY'S BROKERAGE
1786 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-693-8229

NEW BONNY'S TAILOR SHOP
2720 Farragut Road (between Flatbush & E. 28th St.) Brooklyn, NY 11210
718-532-0080

JJ's Coffee Shop, Restaurant & Fritaille
Fritzner & Nancy
4021 Glenwood Road (corner of Albany Ave.)
Brooklyn, NY 11210
347-636-2850

Lakay Legal SERVICES
Free/Low Cost Counseling
1218 Flatbush Ave., Suite 5, Brooklyn, NY 11226
718-773-3671
www.justicelakay.org

Dr. H. Claude Douze
1881 West Oakland Park Blvd.
Fort Lauderdale, FL 33311
Phone: 954-739-9009
Cell: 954-600-1212

Le Bizarre Haute Couture
Expert Tailoring
Jean-Claude Rosias
4024B Glenwood Road
Brooklyn, NY11210
718-434-1694
347-351-9883 cell

EKONO INSURANCE
Gasner Anilus
11626 NE 2nd Avenue Miami, FL 33161
305-757-6767

TECHNIC Home Sales
Complete Homes from $6,000
1207 ROGERS AVENUE (BETWEENNEWKIRK&AVE.D)
BROOKLYN, NY 11226
718-282-7792

Guarino Funeral Home



9222 Flatlands Ave
Brooklyn, NY 11236
718-257-2890

LEGACY AUTO SCHOOL
1976 Nostrand Ave, Brooklyn, NY 11210
718-859-2200

Sonny Sounds Records
4128 N. State Rd. 7,
Lauderdale Lakes, FL
305-216-3076

COLIMON EXPRESS SERVICES
30 NE 54th Street
Miami, FL 33137
305-754-0232

Cargo Express TRANSPORT
Shipping
Willio Jean Baptiste 628 Parkside Avenue Brooklyn, NY 11226
347-219-1369

Elicie Fashion
Supply & Beauty Salon
11882 West Dixie Highway
Miami, FL 33161
305-893-3609
305-303-4325 cell

JOEL H. POLIARD
M.D., M.P.H.
5000 NE 2ND AVE MIAMI, FL 33137
305-751-1105

MIZIK DEPOT
Bazile Jean-Berthol
13170 N.W. 7th Avenue
Miami, Fl 33168
786-285-2313

Haitian Centers Council
Dr. André K. Peck, New Executive Director
123 Linden Boulevard, 3rd Floor
Brooklyn, NY 11226
718-940-2200

Expedite Care Pharmacy
"Nou pale kreyòl"
Medicaid, Medicare, Free pick-up & delivery
2283 Nostrand Ave. (Corner Ave. I)
Brooklyn, NY 11210
718-758-0800

FADKIDJ Variety Store
Denis & Joujou
8272 NE 2nd Avenue Miami, Fl 33138
305-757-4915

Andy Deronette Barber Shop
Mon. - Sun. 10 am - 10 pm
2625 Farragut Road (corner Flatbush Avenue)
Brooklyn, NY 11210
646-294-6678

ALPHA CAR & LIMO INC.
1113 EAST 34TH STREET
BROOKLYN, NY 11210
718-859-2900
DRIVERS NEEDED NOW!

TAP TAP
HAITIAN RESTAURANT
Fine Haitian Cuisine
819 5th Street
Miami Beach, FL 33139
305-672-2898

GLENWOOD TIRE SHOP
4405 Glenwood Road,
Brooklyn, NY 11203
718-434-0108

Christ Alive Flower Shop
1222 Flatbush Avenue
Brooklyn, N.Y. 11226
Dominique & Frantz
718-940-0075

Dieuveille Accounting & Tax Services
8226 ne 2nd Avenue
MIAMI, FL 33138
305-757-7131

JETCO
Cargo Services
3717 Church Avenue Brooklyn, NY 11203
(718) 856-2500

PHARMACIE DU PEUPLE
1743 NOSTRAND AVE.
BROOKLYN, NY 11226
718-941-1013

THE LAMBI FUND OF HAITI
P.O. BOX. 18955
WASHINGTON, DC 20036
202-833-3713
786-473-5889

...ents Joyeux Noël 2010
...nnée 2011

Piman Bouk Restaurant
Voltaire
5961 NE 2nd Ave
Miami, FL 33137
305-759-6805
786-487-7870 cell

BG L'Auberge Bakery
1456 Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11210
347-533-6770

Au Beurre Chaud Bakery
(Chen Enterprises)
Marie & Lesly
1625 Nostrand Ave. Brooklyn, NY 11226
718-940-4332

Louinis Enterprises & Realty
• Residential • Commercial
• Apartments
Ernst Louinis, Lic. Broker/Owner
2092 Nostrand Ave., B'klyn, NY
347-393-9403 cell

Fanor Fresh Grill Chicken & Fish
Mon - Fri, 7 am - 10 pm
Sat - Sun, 8 am - 10 pm
2077 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11210
347-295-1385

VIRGILE'S
TUXEDO & BRIDAL SHOP
Rent & Sales
for all Occasions
8210 N.E. 2nd Avenue
Miami, FL 33138
305-757-4822
701 NE 13th St.
Fort Lauderdale, FL
954-760-4142

INTERLINK TRANSLATION SERVICES
Florence Comeau 832 Franklin Ave
Brooklyn, NY 11225
718-363-1585

Elie & Associates Tax & Multiservice
7424 NE 2nd Avenue Suite 3
Miami, FL 33138
305-758-2008
786-487-9131
Cell: 305-762-2757

Chaco Shipping
Fedex • DHL • UPS • AmeriJet
Full Disclosure
Video Games & DVDs
Income Tax
2916 Clarendon Road
Brooklyn, NY 11226
718-282-9372

Solide Rocher Restaurant
Myrlande & Dina Surin
3011 Beverly Road
(entre Nostrand & E. 31st)
Brooklyn, NY
347-425-0661

GRENADIER BOOKS
Livres - CDs - DVDs -
CAM Transfer
1583 Albany Avenue
Brooklyn, NY 11210
718-421-0162

Q & S
Tax Consultant Service
Rapid Refunds Electronic Filing
1358 Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11210
718-421-6030

Paradise Connection Boutique Evangélique
DVDs _ CDs _ Books
1402 Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11210
347-350-8111

La Difference Auto School
836 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-693-2817
917-407-8201 cell

GROWING ROOSTER ARTS
Videos, CDs, DVDs
100 Lafayette St
New York,
NY 10013
212-334-6260

J. ANTHONY ARCHER, ND, CNHP
424 Albany Avenue, #6E
Brooklyn, NY 11213
718-771-2719
www.naturalhealthfirst.com
Email: archer@mynsp.com

Dixie Express Driving & Traffic Safety School
Ben Boucicault
5956 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33137
305-758-6910
305-606-5842

ESTEVE ENTERPRISES Inc.
Income Taxes • Real Estate
8402 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236
718- 251-1889

Mass Kompa Muzik Shop
CDs, DVDs, Videos
13204 W. Dixie Highway, North Miami, FL
786-486-5893

Multiple Service Center
Fritz Cherubin
1374 Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11210
718-421-6787

Best Grilled Chicken & Fish
2925 Avenue H
Brooklyn, NY 11210
(718) 421-1640

IRS PROBLEMS?
Back Taxes, Corporations
FRANTZ BOISSON, EA
Licensed by US Treasury Department
(718) 462-2085

GLENWOOD PLAZA
MoneyGram, Unitransfer, NoPin, MyPinDial, Digicel, Voila, DHL, Bill Payment
1485 Flatbush Avenue
Brooklyn, NY 11210
MoneyGram
718-434-0706
718-859-4468 FAX

Marc Tire Shop
718-434-9069
2916 Farragut Road
Brooklyn, NY 11210



Lacroix Multi Services
718-703-0168
cell 347-249-8276
1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226
www.lacroixmultiservices.com

Rapid Multi Services Agency
• Income Tax with Fast Refund • Immigration Services
• Interpreter for Immigration Court • Traduction
• Recherche de Documents • Affadavit de Support
• Carte de Travail • Job Placement • Notary Public
• Photocopy & Fax Service
12762 West Dixie Highway
North Miami, FL 33161
305-891-9417
786-262-0149 cell



DEE 'S TRANSMISSION
2470 Bedford Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-693-3674

La bataille contre le choléra

Par Fidel Castro Ruz

Je fais une pause au milieu de plusieurs analyses importantes qui prennent mon temps ces jours-ci pour aborder deux questions que notre peuple doit connaître.

L'ONU, poussée par les États-Unis, qui ont engendré la pauvreté et le chaos en République d'Haïti, y a dépêché voilà plusieurs années des forces d'occupation, dites Mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH), qui y ont d'ailleurs introduit le choléra.

Le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), lui, y avait nommé, début 2009, comme son représentant personnel un intellectuel brésilien, Ricardo Seitenfus, qui faisait alors partie du ministère des Affaires étrangères de son pays.

Seitenfus jouissait d'un prestige mérité dans les milieux diplomatiques et gouvernementaux de Port-au-Prince, la capitale haïtienne, par le sérieux et la franchise avec lesquels il se colletait avec les problèmes. Il avait écrit en 1993, l'année de sa première visite en Haïti, un livre intitulé : Haïti, la souveraineté des dictateurs.

Le 25 décembre dernier, les agences de presse faisaient savoir qu'il avait été cassé sans préavis de son poste de représentant spécial de l'OEA.

Le motif ? L'interview donnée quelques jours plus tôt au journal suisse Le Temps, au cours de laquelle il avait exprimé ses vues en toute sincérité.

J'en donne ci-après un résumé textuel à partir de l'interview disponible sur Internet en français :

Dix mille Casques bleus en Haïti. A votre sens, une présence contre-productive ?

Ricardo Seitenfus : Le système de prévention des litiges dans le cadre du système onusien n'est pas adapté au contexte haïtien. Haïti n'est pas une menace internationale. Nous ne sommes pas en situation de guerre civile. [ ] Et pourtant le Conseil de sécurité [ ] a imposé des Casques bleus depuis 2004, après le départ du président Aristide. [ ]. Il s'agissait pour l'ONU de geler le pouvoir et de transformer les Haïtiens en prisonniers de leur propre île. [ ]

Qu'est-ce qui empêche la normalisation du cas haïtien ?

Ricardo Seitenfus : Pendant deux cents ans, la présence de troupes étrangères a alterné avec celle de dictateurs. C'est la force qui définit les relations internationales avec Haïti et jamais le dialogue. Le péché originel d'Haïti, sur la scène mondiale, c'est sa libération. Les Haïtiens commettent l'inacceptable en 1804 : un crime de lèse-majesté pour un monde inquiet. L'Occident est alors un monde colonialiste, esclavagiste et raciste qui base sa richesse sur l'exploitation des terres conquises. Donc, le modèle révolutionnaire haïtien fait peur aux grandes puissances. Les États-Unis ne reconnaissent l'indépendance d'Haïti qu'en 1865. Et la France exige le paiement d'une rançon pour accepter cette libération. Dès le départ, l'indépendance est compromise et le développement du pays entravé. [ ]On ne résout rien, on empire. On veut faire d'Haïti un pays capitaliste, une plate-forme d'exportation pour le marché américain, c'est absurde. [ ] Il existe des éléments dans cette société qui ont pu empêcher que la violence se répande sans mesure.

N'est-ce pas une démission de voir en Haïti une nation inassimilable, dont le seul horizon est le retour à des valeurs traditionnelles ?

Ricardo Seitenfus : Il existe une partie d'Haïti qui est moderne, urbaine et tournée vers l'étranger. On estime à quatre millions le nombre de Haïtiens qui vivent en dehors de leurs frontières. C'est un pays ouvert au monde. [ ] Plus de 90 p. 100 du système éducatif et de la santé sont en mains privées. Le pays ne dispose pas de ressources publiques pour pouvoir faire fonctionner d'une manière minimale un système étatique. [ ] Le problème est socio-économique. Quand le taux de chômage atteint 80 p. 100, il est insupportable de déployer une mission de stabilisation. Il n'y a rien à stabiliser et tout à bâtir.



La Mission médicale cubaine a néanmoins continué de prêter ses services humanitaires en Haïti, indépendamment des problèmes politiques internes du pays. Un médecin cubain examine un enfant sévèrement déshydraté (noter les yeux cernés)

Haïti est un des pays les plus aidés du monde et pourtant la situation n'a fait que se détériorer depuis vingt-cinq ans. Pourquoi ?

Ricardo Seitenfus : L'aide d'urgence est efficace. Mais lorsqu'elle devient structurelle, lorsqu'elle se substitue à l'État dans toutes ses missions, on aboutit à une déresponsabilisation collective. [ ] Le séisme du 12 janvier, puis l'épidémie de choléra ne font qu'accentuer ce phénomène. La communauté internationale a le sentiment de devoir refaire chaque jour ce qu'elle a terminé la veille. [ ] J'avais l'espoir que, dans la détresse du 12 janvier, le monde allait comprendre qu'il avait fait fausse route avec Haïti. [ ] Au lieu de faire un bilan, on a envoyé davantage de soldats. Il faut construire des routes, élever des barrages, participer à l'organisation de l'État, au système judiciaire. L'ONU dit qu'elle n'a pas de mandat pour cela. Son mandat en Haïti, c'est de maintenir la paix du cimetière.

Quel rôle jouent les ONG dans cette faillite ?

Ricardo Seitenfus : A partir du séisme, Haïti est devenu un carrefour incontournable. Pour les ONG transnationales, Haïti s'est transformé en un lieu de passage forcé. Je dirais même pire que cela : de formation professionnelle. [ ] Il existe une relation maléfique ou perverse entre la force des ONG et la faiblesse de l'État haïtien. Certaines ONG n'existent qu'à cause du malheur haïtien.

Quelles erreurs ont été commises après le séisme ?

Ricardo Seitenfus : Face à l'importation massive de biens de consommation pour nourrir les sans-abri, la situation de l'agriculture haïtienne s'est encore péjorée. Le pays offre un champ libre à toutes les expériences humanitaires. Il est inacceptable du point de vue moral de considérer Haïti comme un laboratoire. La reconstruction d'Haïti et la promesse que nous faisons miroiter de 11 milliards de dollars attisent les convoitises. [ ] Un exemple: celui des médecins haïtiens que Cuba forme. [ ] Près de la moitié d'entre eux, alors qu'ils devraient être en Haïti, travaillent aujourd'hui aux États-Unis, au Canada ou en France. [ ]

On décrit sans cesse Haïti comme la marge du monde, vous ressentez plutôt le pays comme un concentré de notre monde contemporain ?

Ricardo Seitenfus : C'est le concentré de nos drames et des échecs de la solidarité internationale. Nous ne sommes pas à la hauteur du défi. La presse mondiale vient en Haïti et décrit le chaos. [ ] Pour elle, Haïti est un des pires pays du monde. Il faut aller vers la culture haïtienne, il faut aller vers le terroir. [ ] Personne ne prend le temps ni n'a le goût de tenter de comprendre ce que je pourrais appeler l'âme haïtienne. [ ]

Au-delà du constat d'échec, quelles solutions proposez-vous?

Ricardo Seitenfus : Dans deux mois, j'aurai terminé une mission de deux ans en Haïti. Pour rester ici, et ne pas être terrassé par ce que je vois, j'ai dû me créer un certain nombre de défenses psychologiques. Je voulais rester une voix indépendante malgré le poids de l'organisation que je représente. [ ] Le 12 janvier m'a appris qu'il existe un potentiel de solidarité extraordinaire dans le monde. Même s'il ne faut pas oublier que, dans les premiers jours, ce sont les Haïtiens tout seuls, les mains nues, qui ont tenté de sauver leurs proches. [ ] Nous devons penser simultanément à offrir des opportunités d'exportation pour Haïti mais aussi protéger cette agriculture familiale qui est essentielle pour le pays. Haïti est le dernier paradis des Caraïbes encore inexploité pour le tourisme, avec 1 700 kilomètres de côtes vierges… […] Il y a deux cents ans, Haïti a illuminé l'histoire de l'humanité et celle des droits humains. Il faut maintenant laisser une chance aux Haïtiens de confirmer leur vision.



Des victimes du choléra

On peut être d'accord ou non avec les affirmations du Brésilien Ricardo Seitenfus, mais il est incontestable qu'il a dit des vérités lapidaires.



L'ONU, poussée par les États-Unis, qui ont engendré la pauvreté et le chaos en République d'Haïti, y a dépêché voilà plusieurs années des forces d'occupation, dites Mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti, qui y ont d'ailleurs introduit le choléra

J'estime utile toutefois de préciser certains points. Notre pays n'a pas envoyé des centaines de médecins qu'au peuple haïtien, frère et voisin ; il en a dépêché des milliers à d'autres peuples du Tiers-monde, surtout dans des cas de catastrophes naturelles, et il a contribué à la formation de dizaines de milliers de médecins dans notre patrie et à l'étranger.

La coopération médicale avec Haïti a démarré voilà douze ans, le 4 décembre 1998. Quand la tyrannie des Duvalier et des Tontons Macoutes - imposée par les USA pendant des décennies - est tombée à la fin des années 90 et qu'un gouvernement élu par le peuple a pris la direction du pays, Cuba y a dépêché une centaine de médecins pour prêter service, et le premier groupe de jeunes bacheliers haïtiens est arrivé à Cuba en 1999 pour commencer des études de médecine.

En 2001, nous avons entrepris de coopérer avec l'université de médecine créée par le président Jean-Bertrand Aristide en transformant en professeurs les médecins qui travaillaient alors au service du peuple haïtien. Quand les Yankees ont fomenté le coup d'État et que les putschistes ont converti l'école de médecine en caserne, environ 270 élèves sont venus dans notre patrie avec les professeurs pour poursuivre leurs études.



Manifestation contre la MINUSTAH vectrice du choléra en Haïti. Les pancartes sont en créole, en espagnol et en anglais

La Mission médicale cubaine a néanmoins continué de prêter ses services humanitaires en Haïti, indépendamment des problèmes politiques internes du pays, qu'il soit occupé par les soldats putschistes, par les troupes yankees ou par les forces de la MINUSTAH.



En août 2005, les cent vingt-huit premiers étudiants de médecine, alors en sixième année, sont rentrés dans leur pays pour y faire leur pratique professionnelle aux côtés des médecins cubains qui avaient prêté service en Haïti.

Du second semestre de 2006 au second semestre de 2010, un total de 625 étudiants de médecine haïtiens a conclu ses études, et nous les avons en très haute estime. De ce total, 213 travaillent dans des institutions médicales publiques ; 125 dans les Centres de contrôle médical du choléra ou dans les brigades de travail rapproché dans les sous-communes, aux côtés des médecins cubains et latino-américains diplômés de l'École latino-américaine de médecine (ELAM), de La Havane, qui luttent contre l'épidémie de choléra ; 72 exercent dans des centres médicaux d'ONG et privés ; 20 dans ce qu'on appelle les Centres mixtes ; 41 font une seconde spécialité à Cuba ; 27, frais diplômés, attendent un poste en Haïti ; 14 ne travaillent pas pour des raisons personnelles (grossesse et maternité) ; 4 n'apparaissent pas sur les registres et 1 est décédé.

Finalement, 104 exercent à l'étranger, fondamentalement en Espagne, aux USA, au Canada et en France, 1 en Suisse et 4 en Amérique latine. Je ne me permets pas d'émettre un jugement sur eux, car leur pays, extrêmement pauvre, manque de ressources et d'emplois. Que je sache, par ailleurs, aucun n'a refusé de servir son pays. Ce sont des médecins très demandés, formés en Haïti et à Cuba.

Selon les chiffres officiels, 2 707 cholériques sont décédés à ce jour, soit un taux de 2,1 p. 100.

La Mission médicale cubaine n'a reporté aucun décès ces trois derniers jours. Le taux de mortalité chez les 47 537 patients qu'elle a traités est de 0,57 p. 100. On peut éradiquer l'épidémie et éviter qu'elle ne se transforme en pandémie.

La Table ronde télévisée de demain, à 18 h, donnera des nouvelles fraîches intéressantes sur la bataille contre le choléra en Haïti et offrira la parole à des autorités en la matière.

J'aborderai demain, mardi 28, le second point.

Fidel Castro Ruz
Le 27 décembre 2010

Le fondateur de WikiLeaks passe à l'offensive à sa sortie de prison

Par Patrick Martin

Lors d'interviews effectués jeudi soir et vendredi matin, le fondateur de WikiLeaks Julian Assange a affirmé que son organisation avait été renforcée après avoir essuyé les attaques des autorités politiques suisses, britanniques et américaines et que les publications dans Internet de télégrammes diplomatiques secrets des États-Unis continueraient indéfiniment.

Assange a fait ces déclarations dans les 24 heures suivant sa libération de la prison de Wandsworth à Londres, une prison datant de l'époque victorienne où il a été incarcéré durant neuf jours sur la base d'un mandat d'extradition de la Suède où il fait face à de fausses accusations d'agression sexuelle.

S'adressant à des journalistes jeudi soir à Londres, après avoir été libéré sous caution, Assange a qualifié l'enquête de la Suède de « campagne de diffamation ».

« C'est ce qui arrive à quiconque est à la tête d'une organisation qui dévoile les secrets des grandes puissances et qui fait face à une grande opposition : il sera attaqué et chaque aspect de sa vie sera examiné de près », a-t-il déclaré.

« Je ne veux pas dire par là, car nous n'avons pas de preuve, que tout ceci a été sciemment conçu pour attaquer l'organisation, mais, une fois que l'affaire a été mise en branle, elle a été utilisée, très agressivement, pour attaquer l'organisation. »

Il a parlé du « sourire méprisant du secrétaire à la Défense Gates lorsqu'il a appris mon arrestation, comme s'il venait de gagner quelque chose... »

Assange a affirmé ensuite : « L'une des choses qui nous inquiètent depuis que je suis au Royaume-Uni est de savoir si les procédures d'extradition vers la Suède, qui se déroulent de manière très étrange et inhabituelle, viseraient en fait à me faire déplacer dans une juridiction où il serait ensuite plus facile de m'extrader vers les États-Unis. »

S'adressant à des journalistes au manoir de campagne dans le comté de Suffolk, où il est quasiment assigné à domicile, Assange a commenté que des tentatives d'extradition venant des États-Unis « sont de plus en plus sérieuses et probables ».

Il a de plus déclaré que les attaques prenaient d'autres formes. WikiLeaks fait face à « ce qui semble être une enquête illégale certaines personnes, que l'on présume être affiliées à nous, ont été détenues, suivies, se sont vu confisquer leurs ordinateurs, et ainsi de suite. » Il a dit que l'organisation devait consacrer plus de 85 pour cent de son temps et de ses ressources pour repousser les attaques technologiques



Le fondateur de WikiLeaks Julian Assange

et légales.

Les appels publics aux États-Unis pour son arrestation et même son assassinat étaient « très sérieux », a-t-il dit. « Les États-Unis ont démontré récemment que leurs institutions ne semblent pas respecter la loi. Et faire face à une superpuissance qui semble ne pas respecter la loi est quelque chose qui doit être pris très au sérieux. »

Interviewé à deux émissions de télé du matin aux États-Unis, le Today Show à NBC et Good Morning America à ABC, Assange a défendu son innocence face aux accusations de la Suède, indiquant que les autorités suédoises n'avaient jamais présenté de preuve contre lui, ni au tribunal, ni à ses avocats suédois.

Il a prévenu que le seul but des accusations était de fournir un prétexte à son incarcération et à son extradition vers les États-Unis, où un jury d'accusation l'a peut-être déjà inculpé sur la base de l'Espionage Act. « Toute cette foutue affaire est gardée secrète », a-t-il lancé au Today Show. « Il doit y avoir quelque chose de malsain aux États-Unis pour qu'une telle enquête contre moi, et en fait contre mon organisation doive être menée en secret. »

Il s'est aussi dit inquiet du traitement réservé à Bradley Manning, le soldat de l'armée des États-Unis qui est détenu par l'armée, car on le soupçonne d'être la source d'au moins une partie du matériel dévoilé à WikiLeaks. (Voir, « Accused WikiLeaks source Bradley Manning held in solitary confinement »)

Lorsque l'intervieweur du réseau ABC, George Stephanopoulos, a fait référence à un article publié dans le New York Times du vendredi, indiquant que le gouvernement américain pourrait accuser Assange d'avoir conspiré avec Manning pour obtenir des documents militaires et diplomatiques des États-Unis, Assange a répondu, « Je n'avais jamais entendu le nom de Bradley Manning avant qu'il ne soit publié dans les journaux. La technologie de WikiLeaks a été conçue dès le départ pour assurer que nous ne connaissions jamais l'identité ou le nom de la personne qui nous soumet du matériel. » C'était la seule façon de garantir à nos sources qu'elles allaient être protégées, a-t-il ajouté.

Lorsque Stephanopoulos lui demanda si les accusations en Suède étaient le résultat d'un coup monté, Assange répondit : « J'ai appris que des textos entre les deux femmes qui auraient été interceptés confirmeraient que c'est un coup monté, mais la police suédoise a refusé de les rendre publics. » Questionné s'il avait eu une relation sexuelle avec les deux femmes sans leur consentement, il a répondu : « Absolument pas. ». Lors des deux émissions de télé américaines, quand les intervieweurs ont suggéré que les documents révélés par WikiLeaks mettaient en danger la vie de diplomates ou « sabotaient la paix », Assange a répondit en brandissant l'édition du vendredi de Guardian, le quotidien britannique ayant eu accès à la totalité des précieux télégrammes diplomatiques, et en lisant l'article à la une du journal sur le recours systématique à la torture par les forces indiennes au Cachemire.

Ce type de révélation allait se poursuivre indéfiniment, a-t-il indiqué, rappelant à ABC que seulement 2000 des 250.000 télégrammes secrets avaient été rendus publics sur le site de WikiLeaks.

À une audience du Congrès jeudi à Washington, une demi-douzaine de juristes et d'avocats du domaine des libertés civiles ont affirmé qu'accuser Assange d'après l'Espionage Act était peu probable, car aucun jury n'a condamné, selon les clauses de cette loi, de journaliste ou autre personne qui auraient obtenu des informations secrètes.

Le congressiste John Conyers, président sortant de la commission des affaires judiciaires de la Chambre, qui avait convoqué l'audience, a indiqué que le prochain Congrès allait certainement réviser l'Espionage Act, laissant entendre qu'une intervention du législatif pour fournir une nouvelle base légale dans l'objectif de criminaliser WikiLeaks était probable.

Le même jour, lors d'une conférence de presse dans la capitale américaine, Daniel Ellsberg, qui avait dévoilé les papiers du Pentagone au New York Times en 1971, s'est porté à la défense d'Assange et de Bradley Manning. Ellsberg, qui a maintenant 79 ans, a parlé de Manning comme d'un « frère » qui, s'il a vraiment fourni les documents à WikiLeaks, a agi de façon « très admirable ».

Il a déclaré que les actions de Manning et d'Assange ne justifiaient pas plus la poursuite de ces derniers que celles du Times lorsqu'il avait publié les papiers du Pentagone ou du Washington Post en révélant la conspiration du Watergate.

Wsws 20 décembre 2010

L'Equateur reconnaît officiellement la Palestine comme « État libre et indépendant. »



Mahmoud Abbas



Le président Rafael Correa

Le président équatorien, Rafael Correa, a souscrit à la reconnaissance officielle par le Gouvernement de l'Équateur de l'État Palestinien comme libre et indépendant, avec ses frontières de 1967.

Selon un communiqué du Ministère des affaires étrangères, cette reconnaissance est devenue effective à travers une communication officielle dirigée par le président Rafael Correa à son homologue palestinien, Mahmoud Abbas, a signalé l'agence Prensa Latina qui a ajoutée que le représentant équatorien devant les Nations Unies - à New York - remettra à son homologue palestinien une copie de la dite note.

Dans la missive, ajoute la Prensa Latina, il est expliqué que « *lamentablement, le Moyen-Orient continue à affronter des guerres et des événements violents qui ont mené à la mort de beaucoup de personnes innocentes, situation qui contraste avec la position humaniste et pacifiste qu'établit la Constitution de l'Équateur* ».

Et il a ajouté que « *cette reconnaissance cherche à revendiquer le désir ardent légitime et valable du peuple palestinien de disposer d'un État libre et indépendant* ». Dans la région, ont déjà reconnu l'indépendance de l'État palestinien, le Brésil, l'Argentine et la Bolivie, et l'Uruguay a déjà annoncé qu'il fera de même à partir de l'année prochaine.

À ce sujet, le ministre des affaires étrangères uruguayen, Luis Almagro, a expliqué que son pays le fera « *comme une contribution à la paix* ».

Au Chili, où existe une nombreuse communauté palestinienne, les dirigeants sont attentifs à que ce pays suive le chemin de ses pairs latino-américains.

L'ambassadrice de la Palestine à Santiago, Mai Al Kaila, à la sortie d'une rencontre avec le ministre des affaires étrangères chilien, Alfredo Moreno, a exprimé que la communauté palestinienne espère que le Chili reconnaisse son pays comme État indépendant. « *Nous espérons que le Chili reconnaisse l'État Palestinien, parce que c'est un pays ami qui respecte le droit international et l'autodétermination des peuples* », a-t-elle ajouté.

Le ministre chilien Alfredo Moreno a lié de sa part la création de l'État palestinien avec une vie commune pacifique avec Israël. « *Nous voulons que l'État d'Israël puisse vivre avec la Palestine qu'ils aient une vie en commun en harmonie et qu'ils puissent résoudre leurs différences* » a terminé, le chef de la diplomatie chilienne.

Télam. Buenos Aires
El Correo 25 décembre 2010

Brésil et Argentine reconnaissent la Palestine comme « Etat libre et indépendant »

Dans une lettre rendue publique le 3 décembre dernier et adressée au président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, le président sortant du Brésil Luiz Inacio « Lula » da Silva a reconnu la Palestine comme un État indépendant à l'intérieur des frontières en vigueur juste avant la guerre des Six Jours en 1967. Trois jours plus tard, le ministre des Affaires étrangères argentin, Hector Timerman, a annoncé que son pays reconnaissait aussi la Palestine dans les mêmes termes. Timerman - ancien ambassadeur aux États-Unis et membre éminent de la communauté juive d'Argentine, la cinquième plus importante au monde - a affirmé qu'il y avait un consensus sur la reconnaissance de la Palestine au sein du Mercosur, le bloc commercial sudaméricain. Le ministre adjoint des Affaires étrangères de l'Uruguay, Roberto Conde, a déclaré à l'Agence France Presse le 6 décembre que l'Uruguay « *allait sûrement suivre la même voie que l'Argentine en 2011* ».

Les déclarations faites par le Brésil et l'Argentine marquent une expansion qualitative du soutien de l'indépendance palestinienne au-delà de la base traditionnelle du Moyen-Orient et des pays africains. Le Brésil, l'une des économies en plus forte croissance sur la planète, est le cinquième plus grand pays du monde par sa population et le huitième en termes de PIB et de pouvoir d'achat. L'Argentine, le deuxième pays le plus peuplé du cône sud, jouit également d'une forte croissance économique et de stabilité politique.

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) se félicite de l'annonce faite par le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay. « *Israël et le Canada ne peuvent ignorer l'importance de cette étape décisive et fondée sur les principes qu'ont franchie les deux poids lourds du cône sud* », explique le président de CJPMO, Thomas Woodley. CJPMO note que les deux puissances d'Amérique du Sud se joignent à plus de 100 autres pays ayant déjà reconnu la Palestine comme un État indépendant. CJPMO perçoit les déclarations du Brésil et de l'Argentine comme un reflet de l'appui international croissant envers l'autodétermination des Palestiniens face à l'agressivité israélienne. L'agression brutale d'Israël contre Gaza en 2008-2009, son attaque meurtrière de la flottille d'aide pour Gaza, son blocus inhumain de Gaza et son escalade continue de la construction de colonies illégales dans les territoires palestiniens occupés ont mis à l'épreuve la patience et la bonne volonté de la communauté internationale.

Les dirigeants palestiniens disent qu'ils vont demander la reconnaissance unilatérale de la Palestine si les pourparlers de paix en cours restent au point mort. Les pourparlers ont échoué dès lors qu'Israël a refusé de prolonger - même temporairement - le moratoire sur la construction de nouveaux logements dans les colonies juives illégales des territoires palestiniens occupés.

CJPMO *
Mondialisation Canada, le 13 décembre 2010.

* Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) est une organisation séculière, sans but lucratif, regroupant des hommes et des femmes d'horizons divers qui œuvrent pour que la paix et la justice renaissent au Moyen-Orient. Elle a pour vocation de responsabiliser les personnes d'influence à traiter les protagonistes avec équité et à favoriser l'essor durable et équilibré de la région.

Il n’y a pas de guerre contre le terrorisme

Par Noam CHOMSKY

L’interview qui suit a été accordée par Noam Chomsky à Geov Parrish* le 14 janvier 2006. Presque cinq ans plus tard, elle est encore d’actualité puisque développant des thèmes encore en cours : la pusillanimité d’un parti démocrate qui n’est pas un parti d’opposition ; l’absence de véritables différences entre les deux partis en matière de politique extérieure, «*ou même intérieure*» selon Chomsky; le manque d’intérêt pour un vrai et définitif plan d’assurance-santé parce que «*les compagnies d’assurance n’en veulent pas, parce que les compagnies pharmaceutiques n’en veulent pas*» ; le je-m’en-fichisme en hauts lieux en ce qui a trait aux dangers du terrorisme nucléaire en dépit du discours officiel ; le fiasco irakien précurseur du bourbier afghan ; l’absence de «*débat sérieux, dans la classe politique, sur la question du retrait des troupes*» ; la nécessité d’avoir des «*organisations populaires de masse qui travaillent sans cesse sur tous les fronts*», comme en Bolivie, pour mettre en place une «*démocratie participative*» en lieu et place d’élections-farces tous les quatre ou cinq ans. Et «*Ça c’est la démocratie. Nous* [états-uniens] *en sommes loin. Voilà quelque chose qui serait à organiser.*» **[F. Latour]**

Depuis plus de 40 ans, Noam Chomsky, professeur au MIT, est l'un des plus grands intellectuels au monde critique de la politique étrangère des Etats-Unis. Aujourd'hui, alors que les Etats-Unis connaissent des problèmes politiques et militaires, suite à leurs dernières aventures impériales, Chomsky - qui a eu 77 ans le mois dernier - promet qu'il ne ralentira pas le rythme « tant qu'il tiendra debout ». Je lui ai parlé au téléphone, le 9 décembre et une autre fois le 20, à son bureau à Cambridge.

Geov Parrish : Est-ce que George Bush a des problèmes politiques ? Si oui, pourquoi ?

Noam Chomsky : George Bush aurait eu de graves problèmes politiques, s'il y avait un parti d'opposition dans ce pays. Pratiquement chaque jour ils se tirent une balle dans le pied. Ce qui est étonnant dans la politique aux Etats-Unis aujourd'hui, est que les Démocrates n'en tirent pratiquement aucun bénéfice. Le seul bénéfice pour eux est que les Républicains sont en train de perdre du soutien. Un parti d'opposition serait en train de secouer les branches, mais les Démocrates ont une politique si proche des Républicains qu'ils ne peuvent rien faire. Lorsqu'ils essaient de parler de l'Irak, George Bush, ou Karl Rove, leur rétorque « comment pouvez-vous critiquer ? Vous avez tous voté pour. » En plus, ils ont raison.

GP : Comment les Démocrates pourraient-ils faire la différence à ce stade, étant donné qu'ils sont déjà tombés dans le piège ?

NC : Les Démocrates, leurs dirigeants, lisent les sondages bien plus que moi. Ils savent ce que pense l'opinion publique. Ils pourraient prendre des positions qui seraient soutenues par l'opinion publique au lieu d'aller à l'encontre. Ainsi ils deviendraient un vrai parti d'opposition, et même un parti majoritaire. Mais cela signifie qu'ils devront changer de position sur pratiquement tous les sujets.

Par exemple, prenons la question de la santé, qui est probablement la préoccupation principale dans le pays. Une grande majorité de la population est favorable, et ce depuis longtemps, à un système de sécurité sociale nationale. Mais chaque fois que le sujet est abordé - on en parle de temps en temps dans la presse - on dit que c'est politiquement impossible, ou que le projet « manque de soutien politique », qui est une autre manière de dire que les compagnies d'assurance n'en veulent pas, que les compagnies pharmaceutiques n'en veulent pas, et ainsi de suite. Bon d'accord, une grande majorité de la population le veut, mais qui se préoccupe d'eux ? C'est pareil pour les Démocrates. Clinton avait concocté un plan tellement alambiqué qu'on n'y comprenait rien et tout est tombé à l'eau.

Kerry, aux dernières élections, au dernier débat de la campagne, le 28 octobre je crois, le débat devait aborder les questions de politique interne. Et le New York Times en fit un bon compte-rendu le lendemain. Ils soulignèrent, à raison, que Kerry n'avait jamais mentionné un engagement quelconque du gouvernement dans le système de santé parce qu'il « manquait de soutien politique ». C'est leur manière à eux de dire, et celle de Kerry de comprendre, que soutien politique signifie le soutien des riches et des puissants. Bon, les Démocrates pourraient être différents. On pourrait imaginer un parti d'opposition qui défendrait les intérêts de la population.

GP : Etant donné l'absence de véritables différences entre les deux partis en matière de politique extérieure...

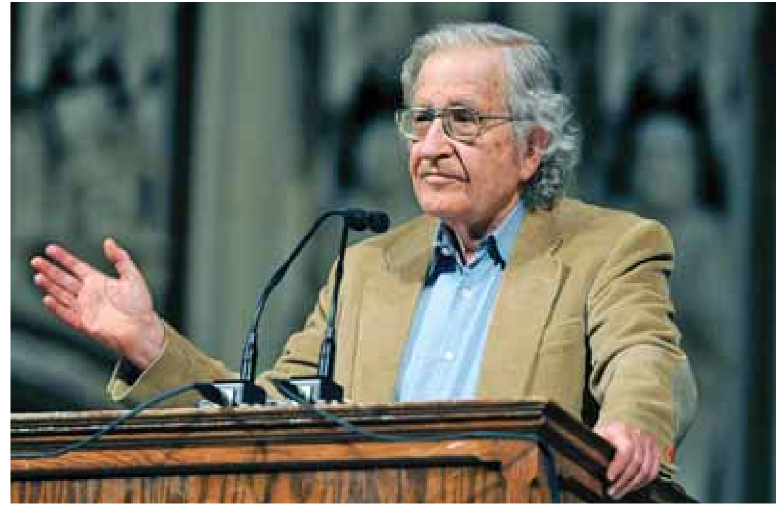
NC : ... ou même intérieure.

GP : Oui, ou intérieure. Mais je voudrais poser une question sur la politique étrangère. Sommes-nous en train d'être préparés à un état de guerre permanent ?

NC : Je ne crois pas. Personne ne veut réellement la guerre. Ce que l'on veut c'est la victoire. Prenons l'exemple de l'Amérique centrale. Dans les années 80, l'Amérique centrale était hors de contrôle. Les Etats-Unis ont du mener une guerre terroriste féroce contre le Nicaragua, et ont du soutenir les gouvernements assassins du Salvador, du Guatemala et du Honduras, c'était un état de guerre. Les terroristes ont finalement gagné. A présent, la région est plus ou moins calme. Alors on n'entend même plus parler de l'Amérique centrale parce que tout est calme. Il y a la souffrance et la misère, mais la situation est calme. Ce n'est donc pas un état de guerre. Ailleurs, c'est pareil. Partout où on peut garder les gens sous contrôle, il n'y a pas de guerre.

Prenons par exemple la Russie et l'Europe de l'Est. La Russie a contrôlé l'Europe de l'Est pendant près d'un demi-siècle, avec très peu d'interventions militaires. De temps en temps, ils envahissaient Berlin Est, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, mais en général c'était calme. Et ça leur convenait parfaitement - une situation sous contrôle des forces de sécurité locales, des politiciens locaux, pas de problème. Il n'y avait pas d'état de guerre permanent.

GP : Mais dans la Guerre contre le terrorisme, quelle peut être la définition d'une victoire lorsqu'on a affaire à une tactique ? C'est sans issue.



Prof. Noam Chomsky

NC : Il existe des moyens, procéder à des mesures. Par exemple, on peut compter le nombre d'attaques terroristes. Et bien ils sont en nette augmentation sous l'administration Bush, et en très nette augmentation depuis la guerre en Irak. Comme prévu - les services de renseignement avaient prévu que la guerre en Irak allait probablement accroître le niveau de terrorisme. Et les estimations effectuées après l'invasion par la CIA et le Conseil National du Renseignement, et autres agences de renseignement, le confirment en tous points. La guerre a augmenté le terrorisme. En fait, elle a même produit quelque chose qui n'existait pas auparavant, un nouveau terrain d'entraînement pour les terroristes, bien plus sophistiqué qu'en Afghanistan, où sont entraînés des terroristes professionnels qui retournent ensuite dans leur pays. C'est une façon de gérer la Guerre contre le Terrorisme, en augmentant le terrorisme. Et selon l'unité de mesure évidente, le nombre d'attaques terroristes, on peut dire qu'elles ont réussi à augmenter le terrorisme.



L’absence de véritables différences entre les deux partis « Démocrates et Républicains » en matière de politique extérieure, «ou même intérieure»

Le fait est qu'il n'y a pas de Guerre contre le Terrorisme. Il s'agit là d'un problème secondaire. L'invasion de l'Irak et la prise de contrôle des ressources énergétiques étaient bien plus importantes que le risque de terrorisme. C'est pareil pour d'autres sujets. Le terrorisme nucléaire, par exemple. Les services de renseignement étasuniens estiment que la probabilité pour qu'une « bombe sale », qu'une attaque par bombe nucléaire aux Etats-Unis, se produise dans les dix prochaines années est de 50 pour cent. C'est beaucoup. Est-ce qu'ils s'en préoccupent ? Oui. En augmentant la menace, en augmentant la prolifération nucléaire, en poussant ses ennemis potentiels à prendre des mesures très dangereuses pour tenter de contrer les menaces des Etats-Unis.

Le sujet est parfois abordé. On peut le trouver dans les articles consacrés aux analyses stratégiques. Prenons encore une fois, l'exemple de l'invasion de l'Irak. On nous dit qu'ils n'ont pas trouvé d'armes de destruction massive. Et bien, ce n'est pas tout à fait correct. Ils ont effectivement trouvé des armes de destruction massive, celles que les Etats-Unis, la Grande Bretagne et d'autres avaient envoyées à Saddam pendant les années 80. Il y en avait encore beaucoup sur place. Elles étaient sous le contrôle des inspecteurs de l'ONU et en train d'être démontées. Mais il y en avait encore beaucoup. Lorsque les Etats-Unis ont envahi, les inspecteurs ont été virés, et Rumsfeld et Cheney n'ont pas ordonné à l'armée de garder les sites. Alors les sites sont restés sans surveillance, et ils furent systématiquement pillés. Les inspecteurs de l'ONU ont continué leur travail par satellite et ils ont identifié plus de 100 sites qui étaient systématiquement pillés, pas comme quelqu'un qui entrerait pour voler quelque chose, mais soigneusement et systématiquement pillés.

GP : Par des gens qui savaient ce qu’ils faisaient

NC : Oui, par des gens qui savaient ce qu'ils faisaient. Cela signifie qu'ils étaient en train de récupérer le matériel de haute précision qu'on peut utiliser pour les armes nucléaires et les missiles, les bio toxines dangereuses, toutes sortes de choses. Personne ne sait vers où le matériel est parti, et on préfère ne pas y penser. Ca, c'est une manière d'accroître nettement le risque de terrorisme. La Russie a nettement augmenté sa capacité militaire offensive en réaction aux programmes de Bush, ce qui en soi est déjà dangereux, mais aussi pour tenter de contrer la domination écrasante des Etats-Unis en termes d'armes offensives. Ils doivent transporter des missiles nucléaires un peu partout sur leur vaste territoire. Et la majorité n'est pas gardée. Et la CIA est parfaitement au courant que les rebelles Tchétchènes s'intéressent aux chemins de fer Russes, probablement pour tenter de voler un missile nucléaire. Oui, ça pourrait être une apocalypse. Mais ils sont en train d'accroître ce danger. Parce qu'ils s'en fichent.

C'est pareil pour le réchauffement climatique. Ils ne sont pas stupides. Ils savent qu'ils sont en train d'augmenter les risques d'une catastrophe majeure. Mais cela ne concerne que les générations futures. Ils s'en fichent. Il y a en gros deux principes qui gouvernent la politique de l'administration Bush : se remplir les poches et celles de ses amis riches, et renforcer son contrôle sur le monde. Pratiquement tout découle de là. Si vous faites sauter la planète, et bien ce n'est pas votre problème. « Ça arrive », comme l'a dit Rumsfeld.

GP : Vous avez suivi les guerres d'agression des Etats-Unis depuis le Vietnam, et aujourd'hui nous sommes en Irak. Etant donné le fiasco que cela représente, pensez-vous que nous verrons un changement dans la politique étrangère des Etats-Unis ? Si oui, comment ?

NC : Et bien, il y a des différences importantes. Comparez, par exemple, la guerre en Irak avec la guerre au Vietnam il y a 40 ans. Il y a une nette différence. L'opposition à la guerre en Irak est beaucoup plus importante que pour le Vietnam. L'Irak, est je crois la première guerre de l'histoire de l'impérialisme européen, y compris les Etats-Unis, où on a connu des protestations massives, avant que la guerre n'ait été officiellement déclenchée. Au Vietnam, il a fallu quatre ou cinq ans avant de voir les premières protestations. Les protestations étaient si faibles que personne ne se souvient que Kennedy a attaqué le Sud Vietnam en 1962. C'était une attaque importante. Il a fallu des années avant de voir des protestations.

GP : Et que faut-il faire en Irak ?

NC : Et bien la première chose serait d'en parler sérieusement. Il n'y a pratiquement aucun débat sérieux, je suis désolé de le dire, dans la classe politique, sur la question du retrait des troupes. Ceci parce que nous sommes soumis à une doctrine occidentale, un fanatisme religieux, qui prétend que les Etats-Unis auraient envahi l'Irak même si ce dernier ne produisait que des cornichons et des salades, et que les puits de pétrole s'étaient trouvés au milieu de l'Afrique. Tous ceux qui n 'y croient pas sont qualifiés de Marxistes, de théoriciens de la conspiration, de fous, ou autre chose. Et bien, même si vous n'avez plus que trois neurones en état de marche, vous savez que ce sont des balivernes. Les Etats-Unis ont envahi l'Irak pour ses énormes ressources en pétrole, la plupart encore inexploitées, et ce pays est situé en plein centre du système énergétique mondial. Ce qui signifie que si les Etats-Unis réussissent à contrôler l'Irak, ils étendront considérablement leur puissance stratégique, ce que Zbigniew Brzezinski appelait le point d'appui indispensable, face à l'Europe et l'Asie. C'est une des raisons principales pour contrôler les ressources de pétrole, ça vous donne un pouvoir stratégique. Même si vous pouvez compter sur des ressources renouvelables, vous avez intérêt à le faire. C'est la raison principale pour l'invasion de l'Irak.

En ce qui concerne le retrait, prenez n'importe quelle édition de n'importe quel journal ou magazine. Ils disent tous que les Etats-Unis veulent instaurer un état démocratique et souverain en Irak. En fait, c'est hors de question. Que serait la politique d'un Irak indépendant et souverain ? S'il est plus ou moins démocratique, le pays serait gouverné par une majorité Chiite. Ceux-ci chercheront naturellement à resserrer leurs liens avec l'Iran chiite. La plupart des religieux viennent d'Iran. La brigade Badr, qui contrôle en gros tout le sud, est entraînée par l'Iran. Ils ont des liens étroits qui ne feront que se renforcer. Ce qui donne une alliance informelle Irak/Iran. De plus, juste de l'autre côté de la frontière avec

Suite à la page (16)

Le représentant

Suite à la page (8)

mais bien de la bouche d'où elles viennent. Monsieur Ricardo Seitenfus est un grand intellectuel, diplômé de l'Institut de Hautes Etudes Internationales de Genève (Suisse), grand fonctionnaire international, jouissant de tous les grands privilèges que le système d'exploitation capitaliste accorde à ses fidèles serviteurs.

Quand le journaliste, Arnaud Robert, a posé la question : qu'est-ce qui empêche la normalisation du cas haïtien ?, le représentant de l'OEA s'est totalement éloigné des réponses diplomatiques traditionnelles pour s'inscrire dans la pure vérité, dans la vérité d'un connaisseur de la tragique histoire de la République d'Haïti. Pour compléter la réponse à cette question, laissons parler Seitenfus. *« Aujourd'hui l'ONU applique aveuglement le chapitre sept de sa charte, elle déploie ses troupes pour imposer son opération de paix. On ne résout rien, on empire. On veut faire d'Haïti un pays capitaliste, une plateforme d'exploitation pour le marché américain, c'est absurde. Haïti doit revenir à ce qu'elle est, c'est-à-dire un pays essentiellement agricole, encore fondamentalement imprégné de droit coutumier. Le pays est sans cesse décrit sous l'angle de sa violence. Mais, sans Etat, le niveau de violence n'atteint pourtant qu'une fraction de celle des pays d'Amérique Latine. Il existe des éléments dans cette société qui ont pu empêcher que la violence se répande sans mesure ».*

Malheureusement, aujourd'hui, l'idéologie de la perversion et de la domination en répandant son venin et en l'infusant aux différentes générations, a pu soustraire de l'intellection des faits socio-historiques toute une armée d'Haïtiens, jeunes et vieux, bloquant ainsi le vaste champ de créativité révolutionnaire d'Haïti. A part que ces aliénés souhaitent l'occupation du pays, en échange d'un visa ou d'un minimum vital, ils s'acharnent à faire croire qu'Haïti n'est pas sous l'occupation, tant désirée, tant souhaitée pour sa « régénérescence ».

Si ces Haïtiens veulent vraiment la vérité, ils peuvent ouvrir la page Seitenfus pour l'y puiser. *« Mais Haïti vit sous l'influence de l'international, des ONG, de la charité universelle. Plus de 90% du système éducatif et sanitaire sont en mains privées. Le pays ne dispose pas de ressources publiques pour pouvoir faire fonctionner d'une manière minimale un système étatique. L'ONU échoue à tenir compte des traits culturels. Résumer Haïti à une opération de paix, c'est faire l'économie de véritables défis qui se présentent au pays. Le problème est socio-économique. Quand le taux de chômage atteint à 80%, il est insupportable de déployer une mission de stabilisation. Il n'y a rien à stabiliser, mais tout à bâtir ».*

Les questions de violence et de la nécessité d'une force de stabilisation sont rejetées d'un revers de main par Seitenfus. Le diplomate veut instruire très clairement que ce sont les exploiteurs même qui en exagèrent leur exploitation, engendrant donc l'inégalité et le désespoir poussant les gens à voler, à tuer. C'est une violence engendrée par tous les moyens pour justifier leur présence dans ce pays de crève-la-faim, du chômage généralisé et de l'exclusion sociale. Par ainsi, le représentant du secrétaire général de l'OEA proclame carrément l'échec de cette prétendue communauté internationale dans ce qu'on appelle l'aide à Haïti.

« L'aide d'urgence est efficace. Mais lorsqu'elle devient structurelle, lorsqu'elle se substitue à l'Etat dans toutes ses missions, on aboutit à une déresponsabilisation collective. S'il existe une preuve de l'échec de l'aide internationale, c'est Haïti. Le pays en est devenu la Mecque. Le séisme du 12 Janvier et l'épidémie de Choléra, ne font qu'accentuer ce phénomène. La communauté internationale a le sentiment de devoir refaire chaque jour ce qu'elle a terminé la veille. La fatigue d'Haïti commence à poindre. Cette petite nation doit surprendre la conscience universelle avec des catastrophes de plus en plus énormes. J'avais l'espoir que, dans la détresse du 12 Janvier, le monde allait comprendre qu'il avait fait fausse route avec Haïti. Malheureusement, on a renforcé la même politique. Au lieu de faire un bilan, on a envoyé davantage de soldats. Il faut construire des routes, élever des barrages, participer à l'organisation de l'Etat, au système judiciaire. L'ONU dit qu'elle n'a pas de mandat pour cela. Son mandat en Haïti, c'est de maintenir la paix du cimetière ».

Absence de l'Etat, ou plus précisément absolu affaiblissement d'un Etat apte à prendre en charge la nation, pour la conduire vers son développement dans l'autodétermination. Seitenfus a, clairement, dit au peuple haïtien ce que les colons sont venus faire avec leur prétendue aide, en concentrant une pluralité d'ONG, afin de poursuivre leur œuvre de transformation d'Haïti en un laboratoire de misère humaine où toutes les expériences négatives doivent être faites. *« L'âge des coopérants qui sont arrivés après le séisme est très bas, ils débarquent en Haïti sans aucune expérience. Il existe une relation maléfique ou perverse entre la force des ONG et la faiblesse de l'Etat haïtien. La construction d'Haïti et la promesse que nous faisons miroiter de onze (11) milliards de dollars attisent les convoitises ».*

Le diplomate brésilien a aussi dénoncé le pillage, par les pays capitalistes, des ressources humaines formées par Cuba qui, malheureusement, continue à être la victime expiatoire d'un embargo cruel, injuste, inhumain imposé par l'impérialisme étasunien depuis plus de 50 ans. *« Il semble qu'une foule de gens viennent en Haïti, non pour Haïti, mais pour faire des affaires. Pour moi qui suis Américain, c'est une honte, une offense à notre conscience. Un exemple, celui des médecins haïtiens que Cuba forme, plus de cinq cent ont été instruits à la Havane. Près de la moitié d'entre eux, alors qu'ils devraient être en Haïti, travaillent aujourd'hui aux Etats-Unis, au Canada ou en France. La révolution cubaine est en train de financer la formation de ressources humaines pour ses voisins capitalistes ».*

Ces dénonciations, qui sonnent de manière très forte, soulèvent des problèmes que de nombreux Haïtiens refusent d'aborder, ou qui sont tout bonnement rejetés. La vérité est que le plan néolibéral, que les impérialistes tiennent à implanter définitivement en Haïti, tue la logique d'un Etat responsable des vies et des biens de tous les citoyens, pour inscrire les besoins fondamentaux dans l'étroite relation de la loi de l'offre et de la demande.

A la question posée par Arnaud Robert : Haïti la marge du monde, un concentré du monde contemporain ; la réponse a été cinglante comme un couperet, *« Haïti est le concentré de nos drames et des échecs de la solidarité internationale. Nous ne sommes pas à la hauteur du défi. La presse mondiale vient en Haïti et décrit le chaos. La réaction de l'opinion publique ne se fait pas attendre. Pour elle, Haïti est un des pires pays du monde. Il faut aller vers la culture haïtienne, il faut aller vers le terroir. Je crois qu'il y a trop de médecins au chevet du malade et la majorité de ces médecins sont des économistes. Or, en Haïti, il faut des anthropologues, des sociologues, des historiens, des politologues et même des théologiens. Haïti est trop complexe pour des gens qui sont très pressés ; les coopérants sont pressés ».*

Bien sûr, c'est toujours les relations entre colons et esclaves, ces relations asymétriques tuant toute la personnalité, la pensée et l'initiative des exploités. Ce sont les colons qui savent tout, qui décident de tout, même de l'état d'âme, de la pensée, de la vie et de la mort du colonisé. Ce constat d'échec a poussé le diplomate à envisager des solutions à la lumière de l'objectivité.

« Je voulais rester une voix indépendante. Pour rester ici et ne pas être terrassé par ce que je vois, j'ai dû me créer un certain nombre de défenses psychologiques. Le 12 Janvier m'a appris qu'il existe un potentiel de solidarité extraordinaire dans le monde. Même s'il ne faut pas oublier que, dans les premiers jours, ce sont les Haïtiens seuls, les mains nues, qui ont tenté de sauver leurs proches. Mais la charité ne peut pas être ce moteur des relations internationales. Ce sont l'autonomie, la souveraineté, le commerce équitable, le respect d'autrui qui devraient l'être. Nous devons penser simultanément à offrir des opportunités d'exportation pour Haïti, mais aussi protéger cette agriculture familiale qui est essentielle pour le pays. Haïti est le dernier paradis des Caraïbes encore inexploité pour le tourisme, avec 1700 kilomètres de côtes vierges, nous devons favoriser un tourisme culturel et éviter de paver la route à un nouvel eldorado du tourisme de masse. Il y a 200 ans, Haïti a illuminé l'histoire de l'humanité et celle des droits humains. Il faut maintenant laisser aux Haïtiens une chance de confirmer leur vision ».

« Pour rester ici et ne pas être terrassé par ce que je vois, j'ai dû me créer un certain nombre de défenses psychologiques ». N'est-ce donc pas que ce diplomate est terrassé par tout ce qu'il a vu dans ce pays de malheur, dans ce pays où les complots sont ourdis chaque jour ! Il n'a pas seulement vu, il a entendu et vécu ce drame, en tant que personne, intellectuel absorbé par les problèmes du Tiers-monde, représentant du secrétaire général de l'OEA, donc instruit des secrets des dieux. Pour accoucher toute cette vérité, cette vérité très difficile à être prononcée par la bouche d'un fonctionnaire de cette OEA, au service de l'empire étasunien, il faut du courage et une passion pour la justice.

Pourquoi donc les ambassadeurs des Etats-Unis, de la France, du Canada et autres, ainsi que ces grands politiciens tels : Obama, Hillary Clinton, Bill Clinton, Sarkozy et autres thuriféraires de l'impérialisme mondial, ne sont-ils pas terrassés par cette même prise de conscience critique, qui ouvre les yeux sur l'injustice criante, l'exploitation à outrance d'une minorité de dinosaures, capitalistes sur la majorité des femmes et des hommes de la planète ?

Quoi qu'il en soit, cette interview qui a valu au représentant du secrétaire général de l'OEA, l'ambassadeur Ricardo Seitenfus, son rappel, vingt-quatre heures après sa publication, prouve que les vérités peuvent naître et s'épanouir dans la conscience des exploiteurs et de leurs représentants. Néanmoins, il faut pour cela que des conditions objectives, sine qua non soient crées.

Il n'y a pas de guerre contre le terrorisme

Suite de la page (14)

l'Arabie Saoudite, il y a une population chiite qui a été sévèrement réprimée par la tyrannie intégriste soutenue par les Etats-Unis. Tout mouvement vers l'indépendance en Irak aurait de fortes chances de les encourager, et c'est déjà en cours. Et il se trouve que c'est là que se concentre la majorité du pétrole Saoudien. Alors, vous pouvez imaginer le parfait cauchemar pour Washington, à savoir une alliance chiite qui contrôlerait la majorité du pétrole mondial, indépendante de Washington et probablement tourné vers l'est, où la Chine et d'autres sont impatients de nouer des relations, et qui sont déjà en train de le faire. Pour Washington, ce n'est même pas concevable. Au stade où en sont les choses, les Etats-Unis préféraient une guerre nucléaire à une telle situation.

Donc, toute discussion sur le retrait devrait tenir compte du monde tel qu'il est, c'est-à-dire prendre en compte ces données. Ecoutez les commentateurs aux Etats-Unis, quel que soit leur bord politique. Qui parle de ça ? Pratiquement personne, ce qui signifie que le débat pourrait aussi bien se dérouler sur Mars. Et il y a une raison à cela. Nous ne sommes pas censés penser que nos dirigeants peuvent obéir à des intérêts impérialistes. Nous sommes censés penser qu'ils sont gentils, et tout ça. Mais ils ne le sont pas. Ils sont parfaitement sensés. Ils comprennent ce que tout un chacun peut comprendre. Alors la première mesure à prendre dans le débat sur le retrait, est le suivant : prendre en compte la situation telle qu'elle est et non pas la situation rêvée, celle où Bush poursuivrait une vision de démocratie ou je ne sais quoi. Si nous savons entrer dans le monde réel, nous pouvons commencer à en parler. Et pour répondre à la question, oui, je crois que nous devons nous retirer, mais nous devons en parler dans le cadre de la réalité et connaître les projets de la Maison Blanche. Eux ne sont pas disposés à vivre dans un monde de rêve.

GP : Comment les Etats-Unis réagiront-ils à la Chine en tant que superpuissance ?

NC : Quel est le problème avec la Chine ?

GP : Et bien, la concurrence pour les ressources, par exemple.

NC : Si vous croyez aux lois du marché, tels que nous sommes censés y croire, la concurrence pour les ressources à travers les lois du marché ne devrait pas poser de problèmes, n'est-ce pas ? Le problème est que les Etats-Unis n'aiment pas la tournure des évènements. Tant pis. Personne n'aime la tournure des évènements lorsque les événements se tournent contre lui. La Chine ne représente aucune menace. Mais nous pouvons la transformer en menace. Nous pouvons augmenter les menaces contre la Chine, et ils réagiront. Et ils sont déjà en train de le faire. Ils riposteront en renforçant leur arsenal militaire, leur capacité militaire offensive, et cela devient une menace. Oui, nous pouvons les pousser à devenir une menace.

GP : Quel est votre plus grand regret en tant que militant de ces 40 dernières années ? Qu'auriez-vous fait différemment ?

NC : J'en aurais fait plus. Parce que les problèmes sont si amples et profonds que c'est une honte de ne pas en faire plus.

GP : Qu'est-ce qui vous donne de l'espoir ?

NC : Ce qui me donne de l'espoir c'est l'opinion publique. L'opinion publique aux Etats-Unis fait l'objet d'études méticuleuses, nous en savons beaucoup. On en parle rarement, mais nous la connaissons. Et vous savez, je suis plutôt en phase avec l'opinion publique sur la plupart des sujets. Sur certains, je ne le suis pas, sur le contrôle des armes à feu, ou sur le créationnisme ou des sujets comme ça. Mais sur la plupart des sujets importants, ceux que nous avons abordé, je suis dans le camp des critiques, mais plutôt en phase avec l'opinion publique. Je pense que c'est un signe très encourageant. Je pense que les Etats-Unis seraient un paradis pour un organisateur.

GP : Quel genre d'organisation devrait être entrepris pour changer la politique ?

NC : Il y a de quoi procéder à un changement démocratique. Prenez ce qui s'est passé en Bolivie il y a quelques jours. Comment un dirigeant indigène de gauche a-t-il été élu ? Etait-ce en se présentant devant les électeurs une fois tous les quatre ans pour leur dire « votez pour moi » ? Non. C'est parce qu'il existe des organisations populaires de masse qui travaillent sans cesse sur tous les fronts, de la lutte contre les privatisations de l'eau jusqu'aux questions locales, et ce sont des organisations à démocratie participative. Ça c'est la démocratie. Nous en sommes loin. Voilà quelque chose qui serait à organiser.

Propos recueillis par Geov Parrish. AlterNet, 14 janvier 2006

Ndlr. **Geov Parrish** est un militant de longue date pour la paix et la justice sociale à Seattle, Washington où il vit depuis une dizaine d'années. Il est détenteur d'une maîtrise en Sciences politiques de l'Université de British Columbia, à Vancouver, Canada.

Soti nan paj 6 PEVEP denonse............

Fon-Parizyen ak Malpas. *« N ap denonse fòs kriminèl Minustah andedan peyi a k ap pwazonnen sous dlo yo nan peyi a, yo pwazonnen Lak Azeyi, Leta Somat, Sous dlo nan Tigwav, Miragwan, Benè, Jakmèl, Jeremi,, Okay, Leyogan elatriye. Nou mande pèp ayisyen an leve kanpe pou egzije depa fòs okipasyoon kriminèl yo nan peyi a. ».*

Pòtpawòl PEVEP la, Oxygène David te pale konsa, pou mande, Edmond Mulet, Ban Ki-Moon, Bill Clinton, Colin Granderson, Rene Preval ak tout akolit li yo fè menm jès ak Ricardo Seitenfus, reprezantan OEA ki fèò konsta echèk kominote Entènasyonal la, nan peyi Dayiti. : « PEVEP: ki se Platfòm Anplwaye Viktim Antrepriz Piblik yo ap kontinye ekzije depa Minustah, yon fòs ki la pou ranfòse dominasyon enperyalis sou peyi a, nan tabli yon okipasyon titèl, touye mas pèp la ak kolera, fè magouy nan eleksyon, tire sou manifestasyon. Yon fòs ki la pou kore pwojè klas dominan, reyaksyonè ayisyen yo ak enperyalis yo. Yon fòs ki la pou kore pwojè lesplwatasyon ak dominasyon mas popilè defavorize yo. An gwo Minista se yon menas pou ayiti, pou pèp ayisyen, pou mas pèp la.

PEVEP : Ap denonse politik LONI ap aplike nan peyi a, nan lage peyi a anba dominasyon gwo peyi enperyalis yo, kap fin souse san tout Ayisyen nan kenbe peyi a ansanm ak gouvènman Préval / Bellerive nan vye politik kontinite, nan kriz elektoral, mizè, fatra, nan grangou, nan anba tant, nan esklizyon, nan okipasyon, nan kolera ak nan vann tout rès antrepriz piblik yo, pou fè Ayiti tounen yon peyi konsomasyon, fè l pèdi souverènte l. Nan sans sa PEVEP di ABA tout enperyalis ak tout restavèk enperyalis ki gen men miz sou peyi a e viv yon Leta sosyalis ki kapab reponn ak desiderata pèp la.

Pou fini PEVEP ap mande ak :

1) Colin Granderson chef delegasyon misyon elektoral OEA/ CARICOM

2) Ban Ki-Moon: sekretè jeneral Nasyonzini an

3) Bill Clinton: Eskanmotè Imanite kominote entènasyonal

4) Edmond Mullet: Chèf okipasyon an, René Préval ak tout klas politik la fè menm konsta echèk yo nan peyi Dayiti, rale kò yo nan tèt peyi a. Fè menm janm ak Ricardo Seitenfus, reprezantan OEA an n Ayiti.

Yves Pierre-Louis

Soti nan paj 6 Pozisyon regwoupman.......

boujwa, grandon ak gwo patron etranje yo. Okenn nan kandida machann peyi sa yo, ni enstitisyon entènasyonal, pisans kapitalis yo, pa kapab chanje leta a, ni rezoud pwoblèm fondamantal mas yo jounen jodi a. YO TOUT KONT NOU !

Ki sans batay jounen jodi a dwe genyen pou mas yo ?

Politisyen tout kalte fè mas yo konprann, « vote se yon dwa, se yon devwa sitwayen. Yo di lè nou pa vote, y ap vote pou nou ». Men yo bliye di nou, lè mas yo pa patisipe nan desizyon k ap pran sou chwa politik ekonomik yo, chwa devlòpman peyi a, nan politik leta ap pran nan divès nivo, politisyen sa yo, boujwazi a, enstitisyon entènasyonal yo ak peyi sousè yo, ap pran tout desizyon yo nan enterè yo sèlman. Kidonk, batay jounen jodi a, pa dwe yon batay pou okipe beton an pou yonn oswa lòt kandida, men se yon batay pou mas yo ka vin aktè nan tout dezisyon yo epi aji nan enterè reyèl yo.

Manifestasyon mas yo dwe chita sou revandikasyon reyèl yo. Se òganizasyon nou ki dwe banyè nou, se revandikasyon nou ki dwe bousòl nou. Mas yo dwe pran beton an epi rete moblize kont okipasyon peyi a sou kèlekswa fòm nan, kont politik ekonomik neyoliberal k ap voye plis moun nan chomaj ak mizè, kont pouvwa anplas la k ap sipòte MINISTA ak tout kolera li pote nan peyi a, kont tout fòm dominasyon ak esplwatasyon pèp la anjeneral epi travayè yo ap sibi anba men grandon, boujwa restavèk, politisyen rat dokale ak gwo palto ki nan leta piyajè a.

Se pou sa fòk mas yo kontinye ranfòse òganizasyon yo nan tout nivo. Ann gonfle fòs nou pou nou sèvi pwòp enterè nou epi konstui pwòp altènativ nou kont tout solisyon malatchonn pisans kapitalis yo, pouvwa anplas la, boujwazi restavèk la ak politisyen san fwa ni lwa yo.

Aba politisyen malatchonn
Aba leta antipopilè
Aba minista kolera
Viv òganizasyon ak revandikasyon mas yo

Pou Otantifikasyon : Yanick ETIENNE (Batay Ouvriye), Guy NUNA (Mouvman Demokratik Popilè) ak Sanon REYNELD (Invèsite Popilè)

Suite de la page (7)

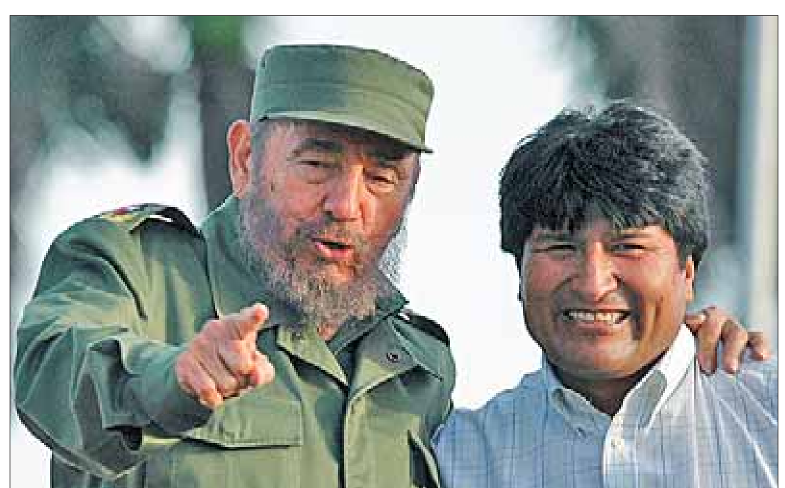
peuple haïtien. D'abord, le phénomène du choléra qui s'étend au pays dans toute sa largeur et longueur. Les coins les plus reculés sont affectés de plein fouet par cette maladie venue d'ailleurs, disons du Népal. Des chercheurs de grand renom, notamment français et américains, ont retracé son origine à des troupes d'occupation. L'ONU, empêtrée, tourne en rond, veut se démarquer de sa responsabilité assassine contre un peuple qui était déjà à genoux depuis deux siècles d'exactions économiques, politiques et racistes, puis écrasé par le désastres naturel meurtrier du 12 Janvier 2010 et autres. Il semble qu'au lieu d'aider le peuple martyr d'Haïti à se relever, l'Internationale le condamne à mourir d'une diarrhée sévère jamais connue auparavant.

Déjà des soupçons pesaient sur le tremblement de terre du 12 janvier. Hugo Chavez, président de la république bolivarienne du Venezuela, avait retenu l'attention de l'opinion publique mondiale sur la possibilité que le séisme pût être provoqué par des manœuvres militaires dans la zone. Ajouter à cela les études non-concluantes sur laquelle des failles avait provoqué le désastre, alimentent ainsi les rumeurs les plus fantaisistes. Tantôt c'est celle de Leogane, tantôt celle de la République dominicaine, ou une autre faille jusque-là inconnue, ce qui ne facilite pas un rejet total de la thèse de complot contre Haïti. Il est fondamental à ce que les Nations-Unies produisent des explications claires sur la provenance du choléra, comment est il arrivé dans le pays, et pourquoi?

En observant l'acharnement avec lequel l'Internationale s'était lancée dans l'organisation des dernières élections haïtiennes laisse la porte ouverte à toutes sortes d'interprétations. Tout observateur lucide avait mis l'Internationale en garde contre l'organisation prématurée de ces joutes, parce qu'elles allaient conduire le pays vers une crise politique sans pareille. De façon obstinée, sourde elle a lancé le pays dans cette aventure sans issue, et voilà maintenant qu'on a eu des émeutes occasionnant plusieurs morts et transformant le pays en un baril de poudre prêt à sauter à n'importe quel moment.

L'Haïtien est très pessimiste par rapport à l'avenir de son pays. Les promesses non tenues, les rendez-vous manqués et la mauvaise presse accablent les esprits les plus positifs. Nous sommes à moins d'un mois du 12 Janvier 2011, soit un an après le séisme, la situation générale n'a pas changé d'un iota. Les réunions internationales se succèdent dans toutes les capitales du monde, les appels à l'aide de l'ONU se multiplient, les manifestations de bonne volonté s'accumulent mais où sont passées les actions concrètes promises par Barack Obama et autres maîtres du monde ? Le peuple se meurt et vit son chemin de croix quotidiennement et en silence, parce qu'il n'a plus de voix et il est trop faible pour crier secours. Voilà le décor presqu'un an après le 12 janvier 2010. Est-ce une extermination programmée du peuple d'Haïti?

Evo Morales rend hommage à la révolution Cubaine



Fidel Castro et Evo Morales

Le président bolivien Evo Morales rend hommage à la révolution Cubaine pionnière et en fait un exemple pour les révolutions latino-américaines actuelles

Le président bolivien Evo Morales a mis en valeur la signification de la Révolution cubaine, la considérant comme la première de ce type dans la région, grâce à laquelle ont pu avoir lieu les révolutions au Nicaragua, en Equateur, au Vénézuela et en Bolivie.

Au cours de la commémoration du cinquante-deuxième anniversaire de cet événement historique, le président a déclaré que la nation Caribéenne n'était pas seule et a rappelé le soutien majoritaire, au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU), apporté à la condamnation du blocus économique états-unien (cf http://solidarite-internationale-pc...)

Les réalisations dues à des années de solidarité mises en pratique par Cuba sont inégalables, a-t-il souligné et il a ajouté que « la présence des frères cubains, vénézueliens a été vitale pour la révolution démocratique culturelle en Bolivie ».

« Je n'ai pas de mots pour remercier Cuba pour ce qu'elle a fait, pas seulement en Bolivie mais dans le monde entier », a ajouté Morales, pour qui ce qu'a fait ce pays est inégalable, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation.

D'après le chef d'Etat, grâce à Cuba et à l'exemple de Ernesto Che Guevara, « la révolution est inéluctable en Amérique latine, parce que face à l'injustice, à l'inégalité, les peuples décident quel est la meilleure voie à suivre ».

Morales a fait référence à la construction d'un nouveau socialisme dans la région et de façon particulière, en Bolivie, à partir de la conception du « vivre bien », en harmonie entre les êtres humains et avec la Mère Terre. « La Bolivie n'oubliera jamais la solidarité du peuple cubain et nous voudrions continuer à travailler ensemble pour approfondir nos révolutions et continuer à libérer les autres peuples d'Amérique Latine », a-t-il précisé.

De son côté, l'ambassadeur cubain Rafael Dausa a rappelé le parcours tout en luttes du peuple de l'archipel et à dressé des similitudes entre les attaques contre le processus entamé dans ce pays, en 1959, et celles que lance aujourd'hui les Etats-unis contre la Bolivie et son président. « Notre péché a été de ne jamais nous être rendus, même dans les situations les plus difficiles ; d'être dignes, d'être un exemple, un repère de liberté pour les peuples d'Amérique latine et du monde entier, de dire non au mandat impérial et d'aider les autres peuples par la solidarité », a exprimé le diplomate.

A la commémoration de la Révolution cubaine, qui s'est tenue à La Paz, ont assisté plusieurs ministres du Gouvernement, des collaborateurs cubains présents sur le territoire, des membres d'associations solidaires avec la nation caribéenne et des cubains résidents en Bolivie, entre autres.

CSL 28 décembre 2010

De la Biélorussie à la côte d'Ivoire, halte aux ingérences de la prétendue "communauté internationale"

En Biélorussie, le président Loukachenko vient d'être réélu président avec plus de 70% des voix. Immédiatement, les forces de droite, brandissant le sinistre drapeau de l'impérialisme européen, descendent dans la rue pour contester l'élection.

Le crime de Loukachenko est en effet impardonnable: comme nous l'apprend l'inénarrable Pujadas, toujours aux avant-postes du conformisme européiste et de l'anticommunisme le plus grossier,

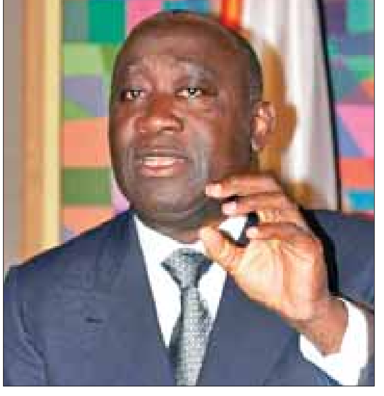
Loukachenko est un ancien membre du PCUS, il n'a pas fait déboulonner les statues de Lénine, l'économie est toujours collectivisée et planifiée, l'industrie biélorusse n'a pas disparu, la Biélorussie refuse d'adhérer à l'UE et à l'OTAN, elle entretient des rapports fraternels avec la Russie et, chose rarissime dans la belle Europe actuelle, "les salaires et les retraites sont toujours payés rubis sur l'ongle ce qui garantit à cet ancien directeur de kolkhoze une grande popularité chez les petites gens" (phrase entendue ce soir même, sur un ton de reproche, au 20 h de France II)!). Ce qui bien entendu est très mal quand on voit l'U.E., poussée par le FMI du "socialiste"Strauss-Kahn et par l'Internationale "socialiste" de Papandréou, imposer partout de gravissimes politiques d'austérité.

Immédiatement, on voit donc toute la vraie droite et toute la fausse gauche européistes et ANNEXIONNISTES sommer la Biélorussie de traiter avec douceur les opposants, comme si les jeunes qui ont manifesté contre Sarkozy au soir du 6 mai 2007 n'avaient pas été massivement matraqués et condamnés de manière expéditive par la justice de classe!

Comme si plusieurs milliers de salariés et de jeunes actifs dans les blocages n'avaient pas été malmenés ou réquisitionnés par l'appareil répressif d'Hortefeux lors du mouvement pour sauver les retraites ! Comme si la répression antisyndicale ne frappait pas durement tous ceux qui contestent l'ordre néolibéral qui est en train de plonger dans la régression sociale et dans l'humiliation nationale des pays entiers, de l'Irlande au Portugal, de l'Islande à la Grèce en passant par l'Espagne et par la Roumanie! Comme si dans TOUS les ex-pays socialistes de l'Est, les sondages ne montraient pas de manière massive que les peuples, expérience faite, regrettent massivement les acquis bien réel des régimes socialistes et ne condamnent pas massivement l'intégration européenne capitaliste et atlantique, synonyme de misère pour les masses, de perte de l'indépendance nationale, d'américanisation forcenée de la culture et de dictature du FMI et de l'OMC!

La réalité, c'est que dans l'Europe actuelle, tout ce qui va dans le sens de l'exploitation capitaliste est célébré comme une "avancée démocratique" même s'il s'agit des pires régressions sociales et démocratiques.

Notre propos n'est nullement de dire que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes dans la Biélorussie de Loukachenko: mais tout simplement, il revient aux Biélorusses de faire la loi dans leur pays sans que la dictature européenne et ses parrains américains viennent dicter leur loi aux Biélorusses. Puissions-nous également, dans notre propre pays vassalisé, décider de notre avenir économique et social, préserver notre langue de l'invasion du tout-anglais, rétablir notre souveraineté monétaire, politique, diplomatique, etc., sans recevoir sans cesse les diktats de Bruxelles et de Berlin, relayés sur notre sol par un pouvoir qui préfère les marchés internationaux à son propre pays.



Laurent Gbagbo



Alexandre Grigorievitch Loukachenko



Des soldats des Nations unies circulant dans les rues de la Côte-d'Ivoire

La situation en Côte-d'Ivoire est évidemment très différente de celle de la Biélorussie. Néanmoins, c'est encore la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui constitue la dimension centrale de la situation politique tendue de ce pays d'Afrique.

Mais quelle que soit le jugement qu'on peut porter sur Gbagbo, membre de l'Internationale socialiste, et sur Ouattara, homme-lige du FMI et de la "Communauté internationale", -c'est-à-dire en réalité de l'impérialisme euro-atlantique-, il revient aux Ivoiriens et à eux seuls, avec l'aide au besoin des peuples africains frères, de rétablir la concorde civique menacée. Sarkozy, l'homme du "discours de Dakkar" qui a insulté "l'homme africain" et l'accusant de ne "pas être entré dans l'histoire", est le dernier à pouvoir faire preuve d'arrogance au sujet de l'avenir de la Côte-d'Ivoire. Chacun sait que derrière le régime UMP, ce sont les sociétés transnationales de la "Françafrique", qui se mue de plus en plus en "Franceuropafric" qui parle, somme, commande! Les propos tenus par Sarkozy ne peuvent que pousser à l'affrontement et à la guerre civile en Côte-d'Ivoire tout en attisant le ressentiment contre notre pays et contre les travailleurs français qui vivent en Afrique.

Il revient aux Ivoiriens, il revient aux Africains et à eux seuls, de régler le problème ivoirien en ouvrant des perspectives démocratiques, nationales et sociales à ce pays que le régime néocolonialiste de Houphouët-Boigny a laissé dans un état critique. Quant à l'Europe et aux USA, attendre d'eux qu'ils règlent les problèmes d'autrui alors qu'ils sont la principale cause d'oppression, d'injustice et de misère dans le monde, ce serait aussi intelligent que d'attendre d'Al Capone qu'il se transforme en Père-Noël.

Plus que jamais, l'impérialisme est l'ennemi majeur des peuples, de la paix. Plus que jamais, défendons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et souvenons-nous du mot de Jean Jaurès: "la souveraineté politique du peuple est le socle de l'émancipation sociale"

Source : PRCF 29 décembre 2010

Nwèl Kolera

Soti nan paj 6
Anba tant Fon Jannwèl
Dyare kolera jwe marèl
Badijonnen tout machwè l
Fè ribanbèl nan tout Riyèl
Pou lavi malere fè vwèl
KOLERA ranplase Nwèl
KOLERA mera se gwo rèl

Nwèl ane sa a Ayiti
Tonton Nwèl nan kouri
Bab li bade ak vwomi
Bouda l plen dyare labouyi
Milnista sot jis Nepal ak li
Pou vin deperi lavi Ayiti

Nwèl ane sa a
Katchouboumbe ak mera
Zeleksyon meraq kabouya
Tout rakwen Ayiti Toma
Tonton Nwèl ane sa a
Tonton Nwèl Milnista
Militè san koutcha
Pot bèl kado KOLERA
Pou flè sante n depatcha
Nan fon zizye Ti Nana

Nwèl ane sa a
Tonton Nwèl Milnista
Pot flonn kado KOLERA
Depatcha jèm kobaba
Sante Ayiti Toma

Nwèl ane sa a
Bab Ton Nwèl delala
Bab Ton Nwèl kaba
Bab Ton Nwèl kobaba
Bab Ton Nwèl depatcha
Branch bab Ton Nwèl faya
Flèch bab li bade ak mera
Ak mera KOLERA
Menm mera KOLERA
Militè Milnista debake la

Nwèl ane sa a
Pran nan pèlen twa wa
Bab Ton Nwèl debaba
Ak flenm vwomi KOLERA
Jandam Milnista avadra
Simen sou lizyè wout la
Antrave sante grann Nanna

Militè sanginè Milnista
Ak dyare vwomi kolera
Tout se marasa la pou la
Zeleksyon seleksyon kabouya
Zeleksyon Seleksyon san koutcha
Zeleksyon eksklizyon pèp la
Tout se pepinyè KOLERA
Pou destabilite Ayiti Toma

En de twa ann konte
Konbyen kalvè maswife
Koulè kalvè n ap monte
Nwèl ane sa a pa tann te
Tè tranble 12 janvye
Toton Nwèl Milnista
Pot tout kalvè mera

Nwèl ane sa a koulè mizè
Anbasadè malè destabilizatè
Dyòl kayiman eksplwatè
Foure lang men longè
Nan zeleksyon magouyè
Bouyi peyi n nan plis chalè

En de twa gwo lalin
Sou tèt flèch Grand Salin
Baz Papa Desalin
Milnista kanpe min
Militè Nèpalè vèmin
Vide kolera nan kin
Nan rivyè desann tout boulin
Vide kolera detwi rasin
Patizan ayizan Lagoslin
Dyare vwomi tankou goyin
Dechèpiye trip ti Joslin

En de twa
An n di sa
Boujwa fatra
Entèlektyèl avadra
Politisyen awousa
Anbasadè koudeta
Ki te akouche Milnista
Tout se menm Marasa
Ak labouyi dyare KOLERA
Ki lagen nan MERA

En de twa an n di sa vre
Jounalis ti visye ti kriye
Avoka magouyè anjandre
Majò Jojo gade m nan je
Ou menm men m ap pale
Fo pastè move lide
Pè levanjil reziye
Se KOLERA an verite
Se KOLERA pou ladiyite
Se KOLERA pou laverite
Se KOLERA ravin dyare

En de twa an kat
Diplomat popatat
Koperan kokorat
Politisyen vye rat
Jounalis karapat
Tout se jèm KOLERAT
Nwèl ane sa a
Militè Milnista
Limen pepinyè KOLERA
Sou lizè kabouya
Douvanjou Ayiti Toma

Mèsi Blan avadra
Mèsi Militè Milnista
Mèsi boujwa Fatra
Mèsi entèlektyè koudeta
Mèsi politisyen awousa
Mèsi diplomat pil tata
Mèsi jounalis kabouya
Pou pepinyè KOLERA
Plante simaye lapoula
Sou desten Ayiti nan ka
Nan lakou ka Toma

Aba blan avadra
Aba Militè Milnista
Aba boujwa Fatra
Aba entèlektyèl koudeta
Aba politisyen awousa
Aba diplomat pil tata
Aba jounalis kabouya
Aba pepinyè KOLERA
Viv sante Ayiti ka Toma
Pou desten Ayiti pa nan ka
Pou Nwèl ane sa a pa faya
Pou nwèl ane sa a pa Kaba

J. Fatal Piard

"Saving Grace"

continued from p(9)
Why take issue, one might wonder, with the politics of a show attempting to celebrate "*diversity*" and the "*saving grace*" of Haitian art? If this show reflected a reasonable cross-section of Haitian art, it would be most welcome. But the exhibition was hardly about "*an eclectic selection of art from the 1940s to today [that] represents the vast variety of styles and influences present in Haitian culture,*" as the gallery's press release states. Where were the various types of sculpture — primitif, modern, contemporary? Where were the Pierrot Barras or the Young Turks of Grand Rue, or the "*low*" art objects from Vodou, Rara and everyday life - works which would have challenged the quaint gentility of the show? Where were the various contemporary artists of Haiti and its diaspora, including Maxence Denis, Jean-Ulrick Désert, and others, who often work in non-traditional media? (Leys, Duval-Carrié and Télémaque, with his small, graphic lithograph, hardly make up for that void.)

Most significantly, considering Alexis' apparent access to important collectors in Haiti, even a single work that predates the Centre d'Art's founding would have galvanized the show, taking it beyond the narrow scope of way too many shows about Haiti's fine art tradition. In fact, except for Leys' distinctively reductive drawings, whose visibility was partly stymied by the gallery's all-glass staircase, the range of works exhibited was not much different from the constricted take Selden Rodman presents in his books on Haitian art, even the influential one from 1948.

The show's format also militated against the idea of diversity and camaraderie that reigned at the Centre, as the curator suggests in his facile and rosy view. Generally, works were arranged in three distinct groupings that ranged from what one might characterize as transcendent realist, Vodou- or fantasy-themed, and the more or less abstract or conservatively modernistic. Since the exhibition as a whole was made to revolve mostly in a twentieth-century or modern art-historical context (as if postmodernism were not apparent even in Vodou), and since the unfounded bias in such a framework is that modernist abstractions are in some ways more up-to-date and advanced than representational works, Alexis was reinforcing the often untenable dichotomy between Haiti's "*trained*" and "*untrained popular painters.*"

In truth, the line between Haiti's "*trained*" and "*untrained*" mid-century artists is not just relative, but extremely thin. Lerebours has pointed out that when the Centre first opened its doors, all of its artists were relative beginners who emerged with a bit of training and experience here and there. Indeed, there were no seasoned masters on the scene such as the French-trained Normil Charles who, Thoby Marcelin laments, hardly passed on his academic experience to others after his resettlement in Haiti, dying in 1938 in a "*condition next to shame.*" The curator might have underscored whatever degree of collegiality that prevailed at the Centre by mixing the works more systematically, hanging Price's "*Rhythm*" next to, say, Byron's "*Scéne de Village.*" Juxtapositions like that might have teased out from the works both their primitif as well as modernist aspects.



The opening of the "Saving Grace" exhibition at Manhattan's Affirmation Arts gallery in October

By 1950, when a number of forward-looking artists decided to leave the Centre to form their own group (Foyer des Arts Plastiques), the rhetoric or underpinnings of what most people call "*Haitian art*" was well on its way to being established and codified. (High tourist demand for the art fueled this development.) So, many different types of artists would couch preconceived indigenist themes about the local and the national (themes that first emerged as a reaction against the 1915-1934 U.S. Occupation of Haiti) into an aesthetic vocabulary that would lend an imaginary inflection to everyday reality. Artists would attempt to breathe life into various standard scripts that often favored folklore and Vodou. Conflating self and nation, they would often betray some degree of artificiality through their work's rhetoric or aesthetic seams. (Gérard Valcin's elaborately detailed "*Rituel du Lévé Kanzo,*" for instance, is as much an ethnological display as it is a mystical ritual.) This sort of doubling, which reflects a nation-conscious approach to art-making, is a touchstone of what's commonly referred to as "*Haitian art.*" By perversely manipulating this tradition, "*Saving Grace*" attempted to foist a deliberately muddled and revisionist overview of Haitian art history on viewers. The show presents a cultural slice of Haiti that's sweet when it touches the palate, but bitter when swallowed, real when seen superficially, but fictitious when contemplated.

Of course, the contributions of Rejin Leys and Télémaque don't fit in this schema, and neither do those of Hyppolite and Castera Bazile and, to some extent, those of Célestin Faustin and Jacques Gabriel. This is not to suggest, though, that as solid as some of these works are (particularly Hyppolite's "*Vase et Fleurs*" and "*Erzulie and her Sisters,*" or Leys' four drawings of rice in the forms of cellular organisms), that they or their creators are immune to the scripted propositions of indigenism. (Hyppolite himself had often made good use of the script.) It's simply that, like Salnave Philippe-Auguste's "*Oiseaux dans le Jardin,*" which actually takes off from an established indigenist theme (the local, tropical paradise), their works have an agenda that's purposeful and single-minded - without the self-conscious performance that telegraphs the dynamic between the real and the fictitious. As visually disparate as all of the other works are, in various degrees all of them - including those of André Normil, Jean-Claude Legagneur and Jacques Enguerrand Gourgue - fit the "*Haitian art*" profile in both aesthetic as well as socio-cultural terms.

Normil's "*Rara dans la Rue,*" however, fits the profile in some obvious ways. (That he was apparently only 16 years old when he painted in this rather intricate, systematized style underscores that a scripted artistic indigenism had already taken root.) The depicted Rara band making its way through a village is presented as if it were performing for the viewer, toward whom the drum major of the group stares. In this sense, Normil performs, as it were, the painting (of the indigenous script) for the viewer. This is partly why he inventively adorns some of the musicians' costumes with resonating patterns - including a *vaksin* player's shirt made to look like a patchwork of multiple American flags. These elaborate patterns constitute the dominant stamp of Normil's artistic agency. They are his constricted way of not only injecting some life into an established theme, but also of reflexively reinforcing the boundaries of its semantic thrust.

This is verifiable in that relative to the colorfulness of the band's costumes and it's exoticism, the setting of the picture (with its perfunctory background in addition to trees and brush painted in an almost uniform green) is wholly subsidiary to the socio-cultural spectacle that the artist presents. He thus thwarts, if not neutralizes, meanings that are extraneous to this scripted concern, undermining other possible implications of the work as a whole (for instance, the sociopolitical and internal condition of the revelers as well as that of the artist himself). In a parallel way, the exhibition, too, subverts the art-historical and socio-cultural dynamic among the works presented.

(To be continued)

Violent incendie au centre ville, beaucoup de dégâts matériels

Dans l'après-midi du lundi 27 décembre dernier, à la Ruelle Nazon, centre ville, l'entreprise « Safari Motors », un concessionnaire de vente et de réparation de véhicules a été la proie d'un violent incendie qui a éclaté au cours d'une livraison de carburant. Il n'y a eu aucune perte de vies humaines, fort heureusement. Cependant, en ce qui concerne les dégâts matériels, le bilan est très lourd. Beaucoup de voitures ont flambé durant le sinistre. On ignore jusqu'à présent l'origine de l'incendie.

Jackson Rateau



Fenêtre Culturelle

Par Prince Guetjens

Noël, c'est la saison de la célébration de l'amour, de la fraternité et du partage, c'est aussi le moment par excellence, où dans beaucoup de pays du monde, les hommes et les femmes choisissent de se rapprocher les uns des autres. Et la Ville de New York arborait ses plus somptueuses fourrures

Noël, c'est également la fête de la beauté, et en Amérique ce concept prend une autre dimension dans le contexte du paraître et du rocambolesque. Ce n'est pas un hasard si les puristes se demandent perplexes : A quel niveau l'Europe n'a-t-elle pas perdu son âme en s'américanisant, ou à quel niveau ne s'est-elle pas perdue en engendrant l'Amérique ? Au fait l'Amérique n'est pas responsable de quoi que ce soit. Elle n'a pas inventé la photo ni le cinéma ni l'industrie Elle n'a fait que porter à une échelle gigantesque et avec une méthode et une énergie exceptionnelles ce qu'elle avait trouvé de moderne en Europe.

Mais la grande différence tient au fait que l'Amérique est pratiquement née moderne, activiste. En tout cas, elle est entrée dans la modernité au sens plénier et triomphal tout de suite après la Guerre de Sécession. Et elle a ensuite trouvé son rythme et son pas, restant fidèle à elle-même avec une croyance absolue dans le progrès scientifique, technique, industriel, nouvelle grâce appelée à sauver le monde. En revanche, l'Europe, minée par les rivalités nationales décuplées par les moyens militaires modernes, a anéanti ce qu'elle avait possédé de plus précieux et qu'elle peine aujourd'hui, à retrouver : son âme.

En Haïti, parallèlement à la traditionnelle célébration de la naissance du fils de Marie, un peu partout à travers le pays, on fait aussi le *Pake Kongo* ; un objet de culte *Vodou* d'une haute valeur esthétique, calqué parfois sur le modèle d'une crèche, comme au temps de la colonisation où l'esclave rendait hommage à ses ancêtres au détour de la façade du christianisme.

Alors que les cœurs sont tenus au chaud par les airs, les arbres et les cadeaux de noël, New York croule sous la neige. Il y a plus de vingt ans, à ce qu'il paraît qu'il n'avait pas neigé autant.

De la Prose aux Vers

L'ATTENTAT

Un roman de Yasmina Khadra
Éditions Julliard, Paris 2005

Yasmina Khadra, de son vrai nom Mohammed Moulessehoul, est né en 1955 dans le Sahara algérien. Il est aujourd'hui connu et salué dans le monde entier où ses romans, notamment À quoi rêvent les loups, L'écrivain, L'imposture des mots, Cousine K sont traduits dans 22 pays. Les Hirondelles de Kaboul et L'attentat sont les deux premiers volumes d'une trilogie consacrée au dialogue des sourds qui oppose l'Orient et l'Occident et qui s'achève avec la parution de Sirènes de Bagdad (Julliard, 2006).

Un Extrait

On m'enferme dans une cave opaque, sans lucarne ni éclairage.

Ce n'est pas le grand standing, me dit l'homme à la veste de parachute, mais le service est impec. N'essaie pas de faire le malin car tu n'as aucune chance de te tirer d'ici. Si ça ne tenait qu'à moi, tu serais déjà en train de sentir mauvais. Malheureusement, je relève d'une hiérarchie, et elle ne partage pas toujours mes états d'âme.

Mon cœur a failli s'arrêter de battre quand il a claqué la porte derrière lui.

Je me ramasse autour de mes genoux et ne bouge plus.

Le lendemain, on vient me chercher. Menotté, la tête dans un sac et un bâillon sur la bouche, me revoilà dans le coffre d'une voiture. Après un long parcours crevassé, je suis jeté à terre. On me met à genoux et on me retire le sac. La première chose qui me saute aux yeux est une grosse pierre maculée de grumeaux de sang et criblée de traces de balles. La mort, à cet endroit, pue très fort. On a dû exécuter pas mal de gens par ici. Quelqu'un me met le canon d'un fusil contre la tempe. « Je sais que tu ignores où se trouve la quaâba, me dit-il, mais une prière est toujours bonne à dire. » La morsure métallique me dévore de la tête aux pieds. Je n'ai pas peur, pourtant je tremble tellement que mes dents claquent à s'effriter. Je ferme les yeux, ramasse les ultimes bout de dignité qui me restent et attends que l'on en finisse Le crachotement d'un talkie-walkie me sauve *in extremis ;* on donne l'ordre à mes bourreaux de reporter à plus tard le sale boulot et de me ramener au lieu de ma détention.

De nouveau, le noir, sauf que cette fois je suis seul au monde, sans ombre gardienne et sans souvenirs, hormis cette frayeur nauséabonde dans les tripes et la trace du canon contre ma tempe

Au septième jour, un commandeur sous bonne escorte me rend visite dans la cave. C'est un jeune homme d'une trentaine d'années, plutôt frêle, avec un visage de lame de couteau brûlé sur le côté et deux yeux d'un blanc discutable. Il porte un treillis délavé et un kalachnikov en bandoulière.

Il attend que je me mette debout, me glisse son revolver dans la main et recule de deux pas.

- Il est chargé, docteur. Descends-moi. Je pose le pistolet par terre.

- Descends-moi, c'est ton droit. Après tu pourras rentrer chez toi et tourner définitivement la page. Personne ici ne touchera à un seul de tes cheveux.

Il se rapproche, me remet le revolver dans la main.

Je refuse de le prendre.

- Objecteur de conscience ? me demande-t-il.

- Chirurgien, je lui dis.

Il hausse les épaules, glisse son pistolet sous son ceinturon et me confie :

- J'ignore si j'ai réussi, docteur, mais j'ai voulu que tu vives dans ta chair et ton esprit la haine qui nous ronge. J'ai demandé un rapport détaillé sur toi. On dit que tu es un homme bien, un éminent humaniste et que tu n'as aucune raison de vouloir du mal aux gens. C'était donc difficile pour moi de me faire comprendre sans te soustraire à ton rang social et te traîner dans la boue. Maintenant que tu as touché du bout de tes doigts les saloperies que ta réussite professionnelle t'épargnait, j'ai une chance de me faire comprendre. L'existence m'a appris qu'on peut vivre d'amour et d'eau fraîche, de miettes et de promesses, mais qu'on ne survit jamais tout à fait aux affronts. Et je n'ai connu que ça depuis que je suis venu au monde. Tous les matins. Tous les soirs. Je n'ai vu que ça, toute ma vie.

Il esquisse un petit geste de la main. Un milicien jette un sac à mes pieds.

- Je t'ai apporté des habits neufs. Je les ais payés de ma poche.

Je n'arrive pas à le suivre.

- Tu es libre, docteur. Tu as demandé à rencontrer Adel. Il t'attend dehors, dans une voiture. Ton grand oncle souhaiterait te recevoir dans la maison du patriarche. Si tu ne veux pas le revoir, c'est pas grave. On lui dira que tu as eu des empêchements. On t'a préparé un bain, et un repas amélioré, si tu es d'accord.

Je reste sur mes gardes, immobile.

Le commandeur s'accroupit, ouvre le sac et me montre des vêtements et une paire de chaussures pour me prouver sa bonne foi.

- Tu as passé comment ces six jours, dans ce sous-sol puant ? fait-il en se relevant, les mains sur les hanches. J'ose espérer que tu as appris à haïr. Sinon, cette expérience n'aura servi à rien. Je t'ai enfermé là-dedans pour que tu goûtes à la haine, et à l'envie de l'exercer. Je ne t'ai pas humilié pour la forme. Je n'aime pas humilier. Je l'ai été, et je sais ce que c'est. Tous les drames sont possibles lorsqu'un amour-propre est bafoué. Surtout quand on s'aperçoit qu'on n'a pas les moyens de sa dignité, qu'on est impuissant. Je crois que la meilleure école de la haine se situe à cet endroit précis. On apprend véritablement à haïr à partir de l'instant où l'on prend conscience de son impuissance. C'est un moment tragique ; le plus secret et le plus abominable de tous.

Il me prend par les épaules, avec hargne.

- J'ai voulu que tu comprennes pourquoi nous avons pris les armes, docteur Jaafari, pourquoi des gosses se jettent sur les chars comme sur des bonbonnières, pourquoi nos cimetières sont saturés, pourquoi je veux mourir les armes à la main pourquoi ton épouse est allée se faire exploser dans un restaurant. Il n'est pire cataclysme que l'humiliation. C'est un malheur incommensurable, docteur. Ça vous ôte le goût de vivre. Et tant que vous tardez à rendre l'âme, vous n'avez qu'une idée en tête : comment finir dignement après avoir vécu *misérable, aveugle et nu ?*

Il s'aperçoit que ses doigts me font mal, retire ses mains.

Personne ne rejoint nos brigades pour le plaisir, docteur. Tous les garçons que tu as vus, les avec des frondes, les autres avec des lance-roquettes, détestent la guerre comme c'est pas possible. Parce que tous les jours, l'un d'eux est emporté à la fleur de l'âge par un tir ennemi. Eux aussi voudraient jouir d'un statut honorable, être chirurgiens, stars de la chanson, acteurs de cinéma, rouler dans de belles bagnoles et croquer la lune tous les soirs. Le problème, on leur refuse ce rêve, docteur. On cherche à les cantonner dans des ghettos jusqu'à ce qu'ils s'y confondent tout à fait. C'est pour ça qu'ils préfèrent mourir. Quand les rêves sont éconduits, la mort devient l'ultime salut Sihem l'avait compris, docteur. Tu dois respecter son choix et la laisser reposer en paix.